

ANNO  
1659.

aen de Schepen van haer Hog. Mog. te komen, maer dat de Nederlantfche Capiteynen yemand aen haer boort fullen moeren tenden, naer dat die van Salée fullen hebben gestreeken, ende haer in gewacht, omme hare Zee-brieven of Commissien te recognoscieren, ende t'examiner: Des fullen foodanige Saléeische Schepen, die geene, die als vooren aen haer Boort gefonden werden, niet alleen met gestreken Maers-zeyl in wachten, maer oock in dier voegen blijven leggen, tot dat de uytgefontenden wederom aen 't boort van de Schepen van haer Hog. Mog. fullen wesen gekceert, ende van daer aen de Saléeische Zeyn gegeven sal zijn, om hare reyse té vervorderen.

V. Ten vijfden, dat haer Hog. Mog. de Consuls van de Nederlantfche Natic residierende in Spangien, ende in de Rijkken van Spangien, fullen aenschryven, ende de eernstelijck lasten ende bevelen, dat soo wannec alster in die gewesten eenich Schip ofte Schepen, ter plaetse van hare residentie, werdt op gebracht, toebehoorende de Vassalen ende Onderdanen van den meer welgemelten Prince ende Heere van Salée, sy luyden haer als dan datelyck fullen hebben te informeren, ende laten informeren, wie den Veroveraer daer van is geweest, ende vernemende dat die een Onderdaen van haer Hoog. Mog. is, dat sy de hant op het veroverde Schip, ofte schepen fullen leggen, tegens den Capiteyn die den Veroveraer is, protestieren, ende trachten hem te doen apprehenderen, op dat alsoo in kracht van den voorz. Vrde, russcheu beyde de Staten ende Natic gemaect, foodanige genomene Schepen, of Schip, met de ingeladene goederen, den gevolge ende aankleven van dien, in vryheyt mogen werden gesteld, ende aen de originele Eygeners geresitueert.

VI. Ten seften, dat het jegenwoordige Traetaet van elucidatie ende Ampliatie by haer Hoog. Mog. ende sijn Excellencie, geratificeert ende geapprobeert sal werden, ende de Brieven ende Instrumeten van ratificatie ende approbatie, in behoorlijcke forme, tegens den tijdt van ses Maenden, naer date deser vallende, een Maendt of twee onbegrepen.

Ende hebben Wy Gedeputeerden ende Afgesanten voornocmt, dit Traetaet van Elucidatie ende Ampliatie, met onse eygen handen onderteckent, ende 't selve met onse Cachetten bevesticht in den Hage, op den twee en twintichsten October seftien honderd negen en vijftich.

Was onderteyckent ende gecachetteert  
als hier naer volgt.

(L. S.) RUDOLPH VAN OMMEREN.

(L. S.) P. SWANENBURG.

(L. S.) JOHAN DE WIT.

(L. S.) MAR. STAVENISSE.

(L. S.) JOHAN VAN REEDE.

(L. S.) E. VAN BOOTSMA.

(L. S.) J. SCHULENBORGH.

IBRAHIM DUQUE.

IBRAHIM MANINO.

MOHAMID PINALIEZ.

seaux de L. H. P. avec leur Chaloupe, mais que les Capitaines Hollandois envoyeroient quelqu'un à leur bord après que ceux de Salé auroient baillé le Pavillon & les auroient attendus, pour reconnoître & examiner leurs Lettres de Mer & Commissiun. C'est pourquoy tels Vaisseaux de Salé attendront ceux qui seront envoyez à leur bord, comme dessus, non seulement pavillon bas; mais aussi demoureront en cet état, jusques à ce que ceux qui leur auront été envoyez soient retournez à leur bord, & que le signal leur ait été donné, de pouvoir poursuivre leur voyage.

V. En cinquième lieu que L. H. P. enjoindront aux Consuls de la Nation Hollandoise, residents en Espagne, & dans les Royaumes d'Espagne, & leur ordonneront serienfement que quand on annera dans ces Contrées & dans les lieux de leur Residence, quelque Vaisseau ou Vaisseaux appartenans aux Vassaux & Sujets dudit Prince & Seigneur de Salé, ils s'informeront & seront informer aussitot, qui les aura pris, & s'ils apprenent que ce soit des Sujets de L. H. P. qu'ils mettront la main sur ledit ou lesdits Vaisseaux, protesteront contre celui qui aura fait la prise & tacheront de le faire apprehender, afin qu'en vertu de la susdite Paix, d'entre les deux Etats & Nations, tels Vaisseau ou Vaisseaux avec les Marchandises qui y seront chargées & choses en dependantes, puissent être remis en liberté & rendus au premier Proprietaire.

VI. En sixième lien que le present Traité d'Elucidation & d'Amplification sera ratifié & approuvé par L. H. P. & par son Excellence, & que les Lettres de Ratification & d'Approbatation seront échangées en bonne & due forme dans le tems de six mois de la date des presentes, au mois ou deux non compris.

Et avons Nons Deputez & Envoyez susdits signé le present Traité d'Elucidation & d'Amplification signé de nos propres mains, & icelui confirmé de nos Cachets, à la Haye le vingt deuxième d'Octobre mil six cens cinquante neuf.

Etoit signé & cacheté comme  
s'ensuit.

(L. S.) RODOLPHE D'OMMEREN.

(L. S.) P. SWANENBURG.

(L. S.) JEAN DE WITT.

(L. S.) MAR. STAVENISSE.

(L. S.) JEAN DE REEDE.

(L. S.) E. DE BOOTSMA.

(L. S.) J. SCHULENBORG.

IBRAHIM DUQUE.

IBRAHIM MANINO.

MOHAMED PINALIEZ,

## CVIII.

7. NOV.

LA FRAN-  
CE ET L'ES-  
PAGNE.

Traité de Paix nommé des Pyrenées entre les Couronnes de FRANCE & d'ESPAGNE. Fait dans l'Isle des Faisans, le 7. Novembre 1659. [FREDER. LEONARD. Tom. IV. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans l'Hist. de la Paix des Pyrenées, en Latin dans LONDORPII Aëta Publica, Lib. VIII. pag. 639. dans le Theatrum Pacis, Tom. I. pag. 626. dans GASTELIUS, de Statu Pu-

blico Europa, Cap. VI. pag. 124. & dans Teutsches Reichs-Staats Aëta Cap. V. Pag. 436. & en Allemand, dans le Theatrum Europæum, Tom. VIII. pag. 1192.]

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, SALUT. Ayant plu à la Divine Bonté d'accorder à nos vœux la Paix entre cette Couronne, & celle d'Espagne, & de benir de sorte la Negociation qui a esté faite pour cette fin dans l'Isle, dite des Fai-

ANNO  
1659.

sans, par nôtre cher & tres-ami Cousin le Cardinal Mazarini, de nôtre part; & de nôtre tres-cher & bien aimé Cousin Don Louis de Haro Comte Duc de Carpio & d'Olivares, premier Ministre & Plenipotentiaire de nôtre tres-cher & tres-ami Frere, Oncle & Beau-pere, le Roy Catholique: Que le septième du mois de Novembre dernier ils ont, en vertu des Pouvoirs respectivement donnez par Nous, & nostre-dit Frere, Oncle & Beau-pere, conclu, arrêté & signé en nôtre Nom, & celui de nostre-dit Frere, Oncle & Beau-pere, le Traité de Paix, qui a été ensuite ratifié par Nous & par Luy, duquel la teneur ensuit: Ensemble des Articles concernans l'explication du quarante-deuxième Article dudit Traité, du Contrat de nôtre Mariage, d'un & d'autre costé à cet effet, de nos Ratifications, & des Pouvoirs donnez de celles de nôtre Frere, Oncle & Beau-pere.

**L**OUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, SALUT. Comme en vertu des Pouvoirs respectivement donnez par Nous, & Tres-haut, Tres-excellent & Tres-puissant Prince, le Roy Catholique des Espagnes, nôtre tres-cher & tres-ami Frere & Oncle; à nôtre tres-cher & tres-ami Cousin le Cardinal Mazarini, & au Seigneur Don Louis Mendez de Haro & Gusman; ils ayant dans l'Isle, dite des Faïsans, en la Riviere de Bidassoa, aux confins des deux Royaumes, du costé des Pyrenées, le septième du present mois de Novembre, conclu, arrêté & signé le Traité de Paix & Reconciliation, duquel la teneur ensuit.

**A**U Nom de Dieu le Createur: A tous presens & à venir, soit notoire; Que comme une longue & sanglante Guerre auroit, depuis plusieurs années, fait souffrir de grands travaux & oppressions aux Peuples, Pays & Etats qui sont soumis à l'obéissance de Tres-hauts, Tres-excellents & Tres-puissans Princes, Louis XIV. par la grace de Dieu Roy Tres-Chrétien, de France & de Navarre; & PHILIPPES IV. par la même grace de Dieu Roy Catholique des Espagnes: en laquelle Guerre s'étant aussi mêlé d'autres Princes & Républiques, leurs Voisins & Alliez; beaucoup de Villes, Places & Pays de chacun des deux Partis auroient été exposés à de grands maux, miseres, ruines & desolations: Et bien qu'en d'autres temps, & par diverses voyes, auroient été introduites des ouvertures & negociations, d'accommodement, aucune néanmoins, pour les mystérieux secrets de la divine Providence, n'auroit pu produire l'effet que leurs Majestés desiroient tres-ardemment: Julques à ce qu'enfin ce Dieu supreme, qui tient en sa main les cœurs des Roys, & qui s'est particulièrement réservé à luy seul le précieux don de la Paix, a eu la bonté, par sa misericorde infinie, d'inspirer dans un même temps les deux Roys, & les guider & conduire de telle maniere, que sans aucune autre intervention, ni motif, que les seuls sentimens de compassion qu'ils ont eu des souffrances de leurs bons Sujets, & d'un desir paternel de leur bien & soulagement, & du repos de toute la Chrétienté, ils ont trouvé le moyen de mettre fin à de si grandes & longues calamitez, d'oublier & d'éteindre les causes & les semences de leurs divisions, & d'établir, à la gloire de Dieu, & à l'exaltation de nôtre Sainte Foy Catholique, une bonne, sincere, entiere & durable Paix & Fraternité entre eux, & leurs Successeurs, Alliez & Dépendans, par le moyen de laquelle se puissent bien-tôt reparer en toutes parts, les dommages & miseres souffertes. Pour à quoy parvenir, lesdits deux Seigneurs Roys ayans ordonné à Tres-Eminent Seigneur, Messire Jules Mazarini, Cardinal de la Sainte Eglise Romaine, Duc de Mayenne, Chef des Conseils du Roy Tres-Chrétien, &c. Et à Tres-Excellent Seigneur, le Seigneur Don Louis Mendez de Haro & Gusman Marquis de Carpio, Comte Duc d'Olivares, Gouverneur perpetuel des Palais Royaux, & Arceval de la Cité de Seville, Grand Chancelier perpetuel des Indes, du Conseil d'Etat de Sa Majesté Catholique, Grand Commandeur de l'Ordre d'Alcantara, Gentilhomme de la Chambre de Saditte Majesté, & son Grand Ecuier, leurs deux premiers & principaux Ministres, de s'assembler aux confins des deux Royaumes, du costé des Monts Pyrenées, comme estans les deux Personnes les mieux informées de leurs saintes intentions, de leurs intérêts, & des plus intimes secrets de leurs cœurs, & par conséquent les plus capables de trouver les expédiens nécessaires pour terminer leurs différends; & leur ayans à cet effet donné de tres-amples Pouvoirs, dont les Copies

seront inserées à la fin des Presentes: Lesdits deux principaux Ministres, en vertu de leursdits Pouvoirs, reconnus de part & d'autre pour suffisans, ont accordé, établi & arrêté les Articles qui ensuivent.

**I. PREMIEREMENT,** il est convenu & accordé, qu'à l'avenir, il y aura bonne, ferme & durable Paix, Confédération & perpetuelle Alliance & Amitié entre les Roys Tres-Chrétien & Catholique, leurs Enfans neuz & à naistre, leurs Hoirs, Successeurs & Heritiers, leurs Royaumes, Etats, Pays & Sujets, qu'ils s'entr'aideront comme bons Freres, procurans de tout leur pouvoir le bien, l'honneur & reputation l'un de l'autre, & éviteront de bonne foy, tant qu'il leur sera possible, le dommage l'un de l'autre.

**II.** Ensuite de cette bonne réunion, la cessation de toutes sortes d'hostilités, arrêtée & signée le huitième jour de May de la presente année, continuera selon la teneur, entre lesdits deux Seigneurs Roys, leurs Sujets, Vassaux & Adherans, tant par Mer & autres Eaux, que par Terre, & généralement en tous lieux où la Guerre a été jusques à present, entre leurs Majestés: & si quelque nouveauté ou voyes de fait estoient cy-apres entreprises par les Armes, ou en quelque façon que ce soit, sous le nom & autorité de l'un desdits Seigneurs Roys, au prejudice de l'autre; le dommage fera repare sans delay, & les choses remises au même estat où elles étoient audit huitième jour de May, que ladite Suspension d'armes fut arrêtée & signée: la teneur de laquelle se devra observer jusques à la publication de la Paix.

**III.** Et pour éviter que les différens qui pourroient naistre à l'avenir, entre aucuns Princes & Potentats Alliez desdits Seigneurs Roys, ne puissent altérer la bonne intelligence & amitié de leurs Majestés, que chacun d'eux desire rendre tellement seure & durable, qu'aucun accident ne la puisse troubler; il a été convenu & accordé, qu'arrivant cy-apres quelque différend entre leurs Alliez, qui pût les porter à une rupture ouverte entre eux, aucun desdits Seigneurs Roys n'attaquera ou n'inquietera avec ses Armes, l'Allié de l'autre, & ne donnera aucune assistance publique ni secreete contre ledit Allié; sans que premierement avant toutes choses, ledit Seigneur Roy n'ait traité en la Cour de l'autre, par l'entremise de son Ambassadeur, ou de quelque autre Personne particuliere, sur le sujet dudit différend: empêchans autant qu'il sera en leur pouvoir, & par leur autorité, la prise des Armes entre leursdits Alliez, jusques à ce que, ou par le Jugement des deux Roys, si leurs Alliez s'en veulent remettre à leur decision, ou par leur entremise & autorité, ils aient pu accommoder ledit différend à l'amiable, en sorte que chacun de leurs Alliez en soit satisfait, évitant de part & d'autre la prise des Armes auxiliaires: Après quoy, si l'autorité des deux Roys ou leurs offices & leur entremise n'ont pu produire l'accommodement, & que les Alliez prennent enfin la voye des Armes, chacun desdits Seigneurs Roys pourra assister son Allié de ses forces; sans que pour raison de ce, l'un vienne à aucune rupture entre leurs Majestés, ni que leur amitié en soit altérée: promettant même en ce cas, chacun des deux Roys, qu'il ne permettra pas que les Armes ni celles de son Allié entrent dans aucun des Etats de l'autre Roy, pour y commettre des hostilités; mais que la querelle se vuidera dans les limites de l'Etat, ou des Etats des Alliez qui combattront entre eux, sans qu'aucune action de Guerre ou autre qui se fasse en cette conformité, soit tenue pour une contravention au present Traité de Paix.

Comme pareillement, toutefois & quantes que quelque Prince ou Etat Allié de l'un desdits Seigneurs Roys, se trouvera directement ou indirectement attaqué par les forces de l'autre Roy, en ce qu'il possédera ou tiendra lors de la signature du present Traité, ou en ce qu'il devra posséder en execution d'iceluy; il sera loisible à l'autre Roy, d'assister ou secourir le Prince ou Etat attaqué, sans que tout ce qui sera fait en conformité du present Article, par les Troupes auxiliaires, tandis qu'elles seront au service du Prince ou Etat attaqué, puisse estre pris pour une contravention au present Traité. Et en cas qu'il arrivât que l'un des deux Seigneurs Roys fust le premier attaqué, en ce qu'il posséde presentement, ou doit posséder en vertu du present Traité, par quelque autre Prince ou Etat que ce soit, ou par plusieurs Princes & Etats liguez ensemble; l'autre Roy ne pourra joindre ses forces audit Prince ou Etat agresseur, quoy que d'ailleurs il fust son Allié, non plus qu'à ladite Ligue des

ANNO  
1659.



ANNO  
1659.

Princes & États aussi agresseurs, comme il a été dit, ni donner audit Prince & Élar, ou à ladite Ligue, aucune assistance d'hommes, d'argent, ni de vivres, ni passage ou retraite dans ses États à leurs Personnes, ni à leurs Troupes.

Quant aux Royaumes, Princes & États qui sont présentement en Guerre avec l'un desdits Seigneurs Roys, qui n'auront pu être compris au présent Traité de Paix, ou qui aient été compris, ne l'auront pas accepté; il a été convenu & accordé, que l'autre Roy ne pourra après la publication dudit Traité, leur donner directement ni indirectement aucune sorte d'assistance d'hommes, de vivres, ni d'argent: & encore moins aux Sujets qui pourroient cy-après s'en soulever ou revoltor contre l'un desdits Seigneurs Roys.

IV. Tous sujets d'innimité ou mal-intelligence demeureront effeints & abolis pour jamais; & tout ce qui s'est fait & passé à l'occasion de la présente Guerre, ou pendant icelle, sera mis en perpetuel oubly, sans que l'on puisse à l'avenir de part ni d'autre, directement ni indirectement, en faire recherche par Justice ou autrement, sous quelque prétexte que ce soit, ni que leurs Majestés ou leurs Sujets, Serviteurs ou Adherans d'un côté & d'autre, puissent témoigner aucune sorte de ressentiment de toutes les offenses & dommages qu'ils pourroient avoir reçus pendant la Guerre.

V. Par le moyen de cette Paix & étroite Amitié, les Sujets des deux costez, quels qu'ils soient, pourront, en gardant les Loix & Costumes du Pays, aller, venir, demeurer, trafiquer, & retourner au Pays l'un de l'autre, marchandement & comme bon leur semblera, tant par Terre que par Mer, & autres Eaux douces, traiter & negocier ensemble; & seront soutenus & défendus les Sujets de l'un au Pays de l'autre, comme propres Sujets, en payant raisonnablement les droits en tous lieux accoutumés, & autres, qui par leurs Majestés & les Successeurs d'icelles, seront imposés.

VI. Les Villes, Sujets, Marchands, Manans & Habitans des Royaumes, États, Provinces, & Pays appartenans au Roy Tres-Chrestien, jouiront des mêmes Privilèges, Franchises, Libertés & seuretez dans le Royaume d'Espagne, & autres Royaumes & États appartenans au Roy Catholique, dont les Anglois ont eu droit de jouir, par les derniers Traitez faits entre les deux Couronnes d'Espagne & d'Angleterre, sans qu'on puisse en Espagne ni ailleurs dans les Terres ou autres lieux de l'obéissance du Roy Catholique, exiger des Français, & autres Sujets du Roy Tres-Chrestien, de plus grands Droits & Impositions que ceux qui ont été payez par les Anglois avant la rupture, ou qui sont payez présentement par les Habitans des Provinces-Unies du Pays-bas, ou autres Étrangers, qui y seront traités le plus favorablement. Le même traitement sera fait dans toute l'étendue de l'obéissance dudit Seigneur Roy Catholique, de quelque Pays ou Nation qu'ils soient.

VII. Ensuite de ce, si les Français, ou autres Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne, sont trouvez dans lesdits Royaumes d'Espagne, ou aux Costes d'iceux, avoir embarqué ou fait embarquer dans leurs Vaisseaux, en quelque sorte que ce puisse être, des choses prohibées, pour les transporter hors lesdits Royaumes; la peine ne pourra s'étendre au delà de ce qui a été pratiqué cy-devant en tel cas envers les Anglois, ou qui est présentement pratiqué envers les Hollandois, en suite des Traitez faits avec l'Angleterre ou les Provinces-Unies: & toutes les recherches & Procez intentez cy-devant pour ce regard, demeureront annulles & éteints. Le même sera observé à l'endroit des Villes, Sujets, Manans & Habitans des Royaumes & Pays appartenans audit Seigneur Roy Catholique, qui jouiront des mêmes Privilèges, Franchises & Libertez dans tous les États dudit Seigneur Roy Tres-Chrétien.

VIII. Tous Français & autres Sujets dudit Seigneur Roy Tres-Chrétien, pourront librement, & sans qu'il leur puisse être donné aucun empêchement, transporter hors lesdits Royaumes & Pays dudit Seigneur Roy Catholique, ce qu'ils auront eu de la vente des bleds qu'ils auront fait dans lesdits Royaumes & Pays, ainsi & en la forme qu'il en a été usé avant la Guerre: Et le même sera observé en France, à l'endroit de ceux dudit Seigneur Roy Catholique.

IX. Ne pourroit d'un côté ni d'autre, les Marchands, Maîtres de Navires, Pilotes, Matelots, leurs Vaisseaux, Marchandises, Denrées & autres Biens à eux appartenans, être arrestés & saisis, soit en vertu de quelque Mandement general ou particulier, ou pour quelque cause que ce soit, de Guerre ou autrement, ny

même sous prétexte de s'en vouloir servir pour la conservation & deffense du Pays: & generalement rien ne pourra être pris aux Sujets de l'un desdits Seigneurs Roys, dans les Terres de l'obéissance de l'autre, que du consentement de ceux à qui il appartiendra, & en payant comptant ce qu'on desirera avoir d'eux. On n'entend pas toutefois en ce comprendre les saisies & arrests de Justice, par les voyes ordinaires, à cause des dettes, Obligations & Contrats vallables de ceux sur lesquels lesdites saisies auront été faites: à quoi il sera procédé selon qu'il est accoutumé par droit & raison, comme il s'observoit avant cette dernière Guerre.

X. Tous les Sujets du Roy Tres-Chrestien pourront en toute seureté & liberté, naviger & trafiquer dans tous les Royaumes, Pays & États qui sont ou seront en paix, amitié, ou neutralité avec la France (à la reserve du Portugal seul & ses conquestes, & Pais adjacens, surquoy lesdits Seigneurs Roys ont convenu ensemble d'une autre maniere) sans qu'ils puissent être troublés ou inquietés dans cette liberté par les Navires, Galeeres, Fregates, Barques, ou autres Bâtimens de Mer, appartenans au Roy Catholique, ou aucun de ses Sujets, à l'occasion des hostilités qui se rencontrent ou pourroient se rencontrer cy-après entre ledit Seigneur Roy Catholique, & lesdits Royaumes, Pais & États ou aucun d'iceux qui sont ou seront en paix, amitié, ou neutralité avec la France: bien entendu, que l'exception faite du Portugal en cet Article & aux suivans, qui regarde le Commerce, n'aura lieu qu'autant de temps que ledit Portugal demeurera en l'état qu'il est à présent: & que s'il arrivoit que ledit Portugal fût remis en l'obéissance de Sa Majesté Catholique, il en seroit alors usé, pour ce qui regarde le Commerce audit Royaume de Portugal, à l'égard de la France, en la même maniere que dans les autres États qui possèdent aujourd'hui Sadite Majesté Catholique, suivant le contenu au présent Article, & aux suivans.

XI. Ce transport & ce trafic s'étendra à toutes sortes de Marchandises & Denrées qui se transportent librement & seurement ausdits Royaumes, Pais & États, avant qu'ils fussent en Guerre avec l'Espagne. Bien entendu toutesfois, que pendant la durée de ladite Guerre les Sujets du Roy Tres-Chrestien s'abstiendront d'y porter Marchandises provenant des États du Roy Catholique, telles qu'elles puissent servir contre luy & ses États; & bien moins Marchandises de Contrebande.

XII. En ce genre de Marchandises de Contrebande, s'entend seulement être comprises toutes sortes d'Armes à feu, & autres assortissemens d'icelles: comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Cercles poissés, Asûts, Fourchettes, Bandolieres, Poudres, Melches, Salpêtre, Balles, Picques, Epées, Morions, Casques, Cuiraisses, Hallebardes, Javelines, Chevaux, selles de cheval, fourreaux de Pistolets, Baudriers, & autres assortissemens servans à l'usage de la Guerre.

XIII. Ne seront compris en ce genre de Marchandises de Contrebande, les fromens, bleds, & autres grains, legumes, huiles, vins, sel ny generalement tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la vie: mais demeureront libres, comme toutes autres Marchandises & Denrées non comprises en l'Article precedent; & en sera le transport permis, mesme aux lieux ennemis de la Couronne d'Espagne, sauf en Portugal, comme il a été dit, & aux Villes & Places assiégées, bloquées ou investies.

XIV. Pour l'exécution de ce que dessus, il a été accordé, qu'elle se fera en la maniere suivante: Que les Navires & Barques avec les Marchandises des Sujets du Seigneur Roy Tres-Chrestien, estans entrées en quelque Havre dudit Seigneur Roy Catholique, où ils avoient accoutumé d'entrer & trafiquer avant la présente Guerre, & voulans de là passer à ceux desdits Ennemis, seront obligés seulement de montrer aux Officiers du Havre d'Espagne, ou autres États dudit Seigneur Roy d'où ils partiroient, leurs Passeports contenant la specification de la charge de leurs Navires, attelés & marqués du Seal & sceing ordinaire, & reconno des Officiers de l'Admirauté des lieux d'où ils seront premierement partis, avec la declaration du lieu où ils seront destinez, le tout en la forme ordinaire & accoustumée. Après laquelle exhibition de leurs Passeports, en la forme susdite, ils ne pourront être inquietez ny recherchez, deçens ny retardez en leurs voyages, sous quelque prétexte que ce soit.

XV. Il en sera usé de mesme à l'égard des Navires & Barques Françaises, qui iroient dans quelques Rades des États du Roy Catholique, où ils avoient accoutu-

ANN  
1659

ANNO 1659. mé de trafiquer avant la prefente Guerre, fans vouloir entrer dans les Havres; ou y entrans, fans toutesfois vouloir débarquer & rompre leurs Charges: lesquels ne pourront estre obligez de rendre compte de leur Portgaison, que dans le cas qu'il y eust foupçon qu'ils portaffent aux Ennemis dudit Seigneur Roy Catholique, des Marchandises de Contre-bande, comme il a esté dit cy-dessus.

XVI. Et audit cas de foupçon apparent, lesdits Sujets du Roy Tres-Christien feront obligés à montrer dans les Ports leurs Passeports, en la forme cy-dessus spécifiée.

XVII. Que s'ils estoient entrez dans les Rades, ou estoient rencontrez en pleine mer, par quelques Navires dudit Seigneur Roi Catholique, ou d'Armateurs particuliers ses Sujets, lesdits Navires d'Espagne, pour éviter tout desordre, n'approcheront pas de plus près les François, que de la portée du canon, & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au bord des Navires ou Barques Françaises, & faire entrer dedans deux ou trois hommes seulement à qui seront montrés les Passeports, par le Maître ou Patron du Navire François, en la maniere cy-dessus spécifiée, selon le Formulaire qui sera inféré à la fin de ce Traité; par lequel il puisse apparaitre non seulement de sa charge, mais aussi du lieu de sa demeure & résidence, & du nom tant du Maître & Patron, que du Navire mesme; afin que par ces deux moyens on puisse connoître s'ils portent des Marchandises de Contre-bande, & qu'il apparaisse suffisamment, tant de la qualité dudit Navire, que de son Maître & Patron: ausquels Passeports & Lettres de Mer, se devra donner entiere foy & creance. Et afin que l'on connoisse mieux leur validité, & qu'elles ne puissent en aucune maniere estre falsifiées & contrefaites, seront données certaines marques & contresignes de chaque costé des deux Seigneurs Rois.

XVIII. Et au cas que dans ledits Vaisseaux & Barques Françaises se trouve par les moyens fusdits quelques Marchandises & Denrées de celles qui sont cy-dessus déclarées de Contre-bande & défendues, elles seront déchargées, dénoncées & confisquées pardevant les Juges de l'Admirauté d'Espagne, ou autres compétans; fans que pour cela le Navire & Barque, ou autres Biens, Marchandises & Denrées libres & permises, retrouvées au mesme Navire, puissent estre en aucune façon faïsses ny confisquées.

XIX. Il a esté en outre accordé & convenu, que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets de Sa Majesté Tres-Christienne, en un Navire des Ennemis dudit Seigneur Roy Catholique, bien que ce ne fust Marchandise de Contre-bande, sera confisqué, avec tout ce qui se trouvera audit Navire, sans exception ny reserve: Mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchy tout ce qui sera & se trouvera dans les Navires appartenans aux Sujets du Roy Tres-Christien, encore que la charge ou partie d'icelle fust aux Ennemis dudit Seigneur Roy, sauf les Marchandises de Contrebande, au regard desquelles on se réglera, selon ce qui a esté disposé aux Articles precedens.

XX. Tous les Sujets dudit Seigneur Roy Catholique, jouiront reciproquement des memes Droits, Libertez & Exemptions en leurs Trafics & Commerces dans les Ports, Rades, Mers, & Estats de Sa Majesté Tres-Christienne, (ce qui vient d'estre dit) que les Sujets dudit Seigneur Roy Tres-Christien, jouiront en ceux de Sa Majesté Catholique, & en haute Mer, se devant entendre que l'égalité sera reciproque en toute maniere, de part & d'autre; & même en cas que cy-après ledit Seigneur Roy Catholique fust en Paix, Amitié & Neutralité avec aucuns Roys, Princes, & Estats qui devinssent Ennemis dudit Seigneur Roy Tres-Christien, chacun des deux Partis devant user reciproquement des memes conditions & restrictions exprimées aux Articles du present Traité, qui regarde le Commerce.

XXI. En cas que de part ou d'autre, il y ait quelque contravention ausdits Articles concernans le Commerce par les Officiers de l'Admirauté de l'un desdits Seigneurs Roys, ou autres personnes quelconques, la plainte en étant portée par les Parties interessées à Leurs Majestés mesmes, ou à leurs Conseils de Marine; Leursdites Majestés en feront aussitôt reparer le dommage, & executer toutes choses en la maniere qu'il est cy-dessus arresté. Et en cas que dans la fuite du temps on découvrit quelques fraudes ou inconveniens touchant ledit Commerce & Navigation, ausquels on n'eust pas suffisamment pourveu par lesdits Articles cy-dessus, on pourra y adjouster de nouveau les autres precautions qui seront de part & d'autre jugées convenables; de-

ANNO 1659. mourant cependant le present Traité en sa force & vigueur.

XXII. Toutes les Marchandises & Effets arrestez en l'un, ou l'autre Royaume, sur les Sujets desdits Seigneurs Rois, lors de la Declaration de la Guerre, seront rendus & restitués de bonne foy aux Propriétaires, en cas qu'ils se trouvent en nature, au jour de la publication du present Traité: & toutes les debtes contractées avant la Guerre, qui se trouveront au jour de la publication du present Traité, n'avoient point esté actuellement payées à d'autres, en vertu des Jugemens donnez sur des Lettres de Confiscations ou Repressailles, seront acquittées & payées de bonne foy: & sur les demandes & poursuites qui en seront faites, lesdits Seigneurs Rois ordonneront à leurs Officiers, de faire aussi bonne & brève Justice aux Estrangers, qu'à leurs propres Sujets, sans aucune distinction de personnes.

XXIII. Les actions qui ont cy-devant esté, ou seront cy-après intentées, pardevant les Officiers desdits Seigneurs Roys, pour Prises, Dépouilles, & Repressailles contre ceux qui ne seront point Sujets du Prince, en la Jurisdiction duquel lesdites actions auront esté intentées, seront renvoyées sans difficulté pardevant les Officiers du Prince, duquel les Défendeurs se trouveront Sujets.

XXIV. Et pour mieux affermer à l'avenir le Commerce & Amitié entre les Sujets desdits Seigneurs Roys: pour plus grand avantage & commodité de leurs Royaumes, il a esté convenu & accordé, qu'arrivant cy-après quelque rupture entre les deux Couronnes (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toujours donné six mois de temps aux Sujets de part & d'autre, pour retirer & transporter leurs effets & personnes où bon leur semblera: ce qui leur sera permis de faire en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empeschement, ny proceder pendant ledit temps, à aucune faïsse desdits effets, moins encore à l'arrest de leurs personnes.

XXV. Les Habitans & Sujets d'un costé & d'autre, pourront par tout dans les Terres de l'obeïssance desdits Seigneurs Roys, se faire servir de tels Advocats, Procureurs, Notaires & Solliciteurs que bon leur semblera: à quoy aussi ils seront commis par les Juges ordinaires, quand il sera besoin, & que lesdits Juges en seront requis: Et sera permis ausdits Sujets & Habitans de part & d'autre, de tenir dans les lieux où ils seront leur demeure, les livres de leur Trafic & Correspondance, en la Langue que bon leur semblera, soit Française, Espagnole, Flamande, ou autres, sans que pour ce sujet ils puissent estre inquietez ny recherchez.

XXVI. Lesdits Seigneurs Roys pourront establir, pour la commodité de leurs Sujets trafiquans dans les Royaumes & Estats de l'un & de l'autre, des Consuls de la Nation de leursdits Sujets; lesquels jouiront des Droits, Libertez & Franchises qui leur appartiennent par leur exercice & employ: & cet establissement sera fait aux lieux & endroits où de commun consentement il sera jugé nécessaire.

XXVII. Toutes Lettres de Marque & de Repressailles, qui pourroient avoir esté cy-devant accordées, pour quelque cause ce soit, sont suspensées, & n'en pourra estre cy-après donné par l'un desdits Seigneurs Roys, au préjudice des Sujets de l'autre, si ce n'est seulement en cas de manifeste dény de Justice: duquel, & des sommations qui en auront esté faites, ceux qui poursuivront lesdites Lettres, seront obligés de faire apparoir, en la forme & maniere requise par le Droit.

XXVIII. Tous les Sujets d'un costé & d'autre, tant Ecclesiastiques, que Seculiers, seront restabliss en leurs Biens, Honneurs & Dignitez, & la jouissance des Benefices dont ils estoient pourvus avant la Guerre, soit par mort ou resignation, soit par forme de Coadjutorerie, ou autrement: Auquel restablissement dans les Biens, Honneurs, & Dignitez, s'entendent nommément compris tous les Sujets Napolitains du Seigneur Roy Catholique (à l'exception des Charges, Offices & Gouvernemens qu'ils possédoient) sans qu'on puisse de part ny d'autre refuser le Placet, ny empescher la prise de possession à ceux qui auront esté pourvus de Prebendes, Benefices, ou Dignitez Ecclesiastiques avant ledit temps, ny maintenir ceux qui en auront obtenu d'autres Provisions pendant la Guerre; si ce n'est pour les Curez qui sont canoniquement pourvus, lesquels demeureront en la jouissance de leurs Cures. Les uns & les autres seront pareillement restabliss en la jouissance de tous & chacuns leurs Biens, Immeubles, rentes perpetuelles, viageres & à rachapt, faïsses & occupées depuis ledit temps, tant à l'occasion de la Guerre, que pour avoir suivy le party contraire: ensemble



ANNO

1659.

de leurs Droits, Actions, & succession à eux survenues, mesme depuis la Guerre commencée : sans toutefois pouvoir rien demander ni prendre des fruits & revenus perçus & échus dès le faillissement desdits Biens, Immeubles, Rentes & Benefices, jusques au jour de la publication du present Traité.

XXXIX. Ny semblablement des debtes, effets & Meubles qui auront esté confisquez avant ledit jour : sans que jamais les Creanciers de telles debtes, & Depositaires de tels effets, & leurs Heritiers, ou ayans cause, en puissent faire poursuite, ni en pretendre le recouvrement. Lesquels rellatiblement, en la forme avant dite, s'estendront en faveur de ceux qui auront suivy le party contraire : en forte qu'ils rentreront par le moyen du present Traité, en la grace de leur Roy & Prince Souverain, comme aussi en leurs Biens, tels qu'ils se trouveront existans à la conclusion & signature du present Traité.

XXX. Et se fera ledit rétablissement desdits Sujets de part & d'autre, selon le contenu en l'Article XXVIII. precedent : nonobstant toutes Donations, Concessions, Declarations, Confiscations, Commises, Sentences preparatoires, ou definitives, données par contumace en l'absence des Parties, & icelles non oüies : Lesquelles Sentences & tous Jugemens demeureront nuls, & de nul effet, comme non donnez ny avenus, avec liberté pleine & entiere ausdites Parties, de revenir dans le Pais d'où elles se sont cy-devant retirées, pour jouir en personne de leurs Biens, Immeubles, Rentes & Revenus; ou d'establiir leur demeure hors desdits Pais, en tel lieu que bon leur semblera, leur en demeurant le choix & l'eleccion, sans que l'on puisse user contre eux d'aucune contrainte pour ce regard : Et en cas qu'ils aiment mieux demeurer ailleurs, ils pourront depuier & commettre telles personnes, non suspectes, que bon leur semblera, pour le Gouvernement & jouissance de leurs Biens, Rentes & Revenus; mais non au regard des Benefices requerans residence, qui devront estre personnellement administrer & deservir : sans toutefois que la liberté du séjour en personne, dont il est parlé en cet Article, se puisse estendre en faveur de ceux dont il est disposé au contraire par d'autres Articles du present Traité.

XXXI. Ceux qui auront esté pourvus d'un costé ou d'autre, des Benefices estans à la Collation, Presentation ou autre disposition desdits Seigneurs Roys, ou autres, tant Ecclesiastiques que Laïques, ou qui auront obtenu Provisions du Pape, de quelques autres Benefices sciteuz dans l'obeissance de l'un desdits Seigneurs Roys, par le consentement & permission duquel ils en auront joüy pendant la Guerre, demeurant en la possession & jouissance desdits Benefices, leur vie durant, comme bien & deüement pourvus : sans que toutefois on entende faire aucun prejudice, pour l'avenir, au droit des legitimes Collateurs, qui en jouiront & en useront comme ils avoient accoustumé avant la Guerre.

XXXII. Tous Prelats, Abbez, Prieurs, & autres Ecclesiastiques, qui ont esté nommez à leurs Benefices, ou pourvus d'iceux par lesdits Seigneurs Roys, avant la Guerre, ou pendant icelle, & ausquels leurs Majestez estoient en possession de pourvoir ou nommer, avant la rupture entre les deux Couronnes, seront maintenus en la possession & jouissance desdits Benefices, sans pouvoir y estre troublez, pour quelque cause & pretexte que ce soit : Comme aussi en la libre jouissance de tous les Biens qui se trouveront en avoir dépendu d'ancienneté, & au droit de conférer les Benefices qui en dépendent, en quelque lieu que lesdits Biens & Benefices se trouvent sciteuz : pourveu toutefois que lesdits Benefices soient remplis de personnes capables, & qui ayent les qualitez requises, selon les reglemens qui estoient observez avant la Guerre : sans que l'on puisse à l'avenir de part ny d'autre, envoyer des Administrateurs pour regir lesdits Benefices, & jouir des fruits, lesquels ne pourront estre perçus que par les Titulaires, qui en auront esté legitiment pourvus : Comme aussi tous lieux, qui ont cy-devant reconnu la Jurisdiction desdits Prelats, Abbez & Prieurs, en quelque part qu'ils soient sciteuz, la devront aussi reconnoître à l'avenir, pourveu qu'il apparaisse que leur droit est establi d'ancienneté, encore que lesdits lieux se trouvaient dans l'estendue de la domination du Party contraire, ou dépendans de quelques Chastellenies ou Baillages appartenans audit Party contraire.

XXXIII. Et afin que cette Paix & Union, Confederation & bonne correspondance soit, comme on le desire, d'autant plus ferme, durable & indissoluble;

lesdits deux principaux Ministres, Cardinal Duc, & Marquis Comte Duc, en vertu du Pouvoir special qu'ils ont eu à cet effet des deux Seigneurs Roys, ont accordé & arrêté en leur nom, le Mariage du Roy tres-Chrestien, avec la Serenissime Infante, Dame Marie Terefe, Fille aisnée du Roy Catholique : & ce mesme jour datte des Presentes, ont fait & signé un Traité particulier, auquel on se remet touchant les conditions reciproques dudit Mariage, & le temps de sa celebration : Lequel Traité à part, & Capitulation de Mariage, sont de la mesme force & vigueur que le present Traité de la Paix, comme un estant la partie principale, & la plus digne, aussi bien que le plus grand & le plus precieux gage de la seureté de sa durée.

XXXIV. D'autant que les longueurs & difficultez qui se fussent rencontrées, si on eust entré en discussion de divers droits & pretentions desdits Seigneurs Roys, eussent pû beaucoup retarder la conclusion de ce Traité, & en différer le bien que toute la Chrestienté en attend, & en recevra ; il a esté convenu & accordé, en contemplation de la Paix, touchant la retention & restitution des Conquetes faites en la presente Guerre, que tous les différends desdits Seigneurs Roys seront terminez & ajustez en la maniere qui ensuit.

XXXV. En premier lieu, il a esté convenu & accordé, pour ce qui concerne les Pais-Bas, que le Seigneur Roy Tres-Chrestien demeurera saisi, & jouira effectivement des Places, Villes, Pais & Chateaux, Domaines, Terres & Seigneuries qui ensuivent.

Premierement, dans le Comté d'Artois, de la Ville & Cité d'Arras, de sa Gouvernance & Bailliage, de Hesdin & son Bailliage, de Bapaume & son Bailliage, de Bethune & sa Gouvernance ou Bailliage, de Lillers & son Bailliage, de Lens & son Bailliage, ou Comté de Saint-Pol, Theroanne & son Bailliage, de Pas & son Bailliage : comme aussi de tous les autres Baillages & Chastellenies dudit Artois, quels qu'ils puissent estre, encore qu'ils ne soient pas icy particulièrement énoncez & nommez : à la reserve seulement des Villes & Baillages ou Chastellenies & Gouvernances d'Aire & de Saint-Omer, & de leurs appartenances, dépendances & annexes, qui demeureront toutes à Sa Majesté Catholique : comme aussi le lieu de Renty, en cas qu'il se trouve estre desdites dépendances d'Aire, ou de Saint-Omer, & non d'autre maniere.

XXXVI. En second lieu, dans la Province & Comté de Flandre, ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien demeurera saisi & jouira effectivement des Places de Graveline (avec les Forts Philippes, l'Ecluse & Hannuïn) de Bourbourg & sa Chastellenie, & de Saint-Venant, soit qu'il soit de la Flandre ou de l'Artois, & de leurs Domaines, appartenances, dépendances & annexes.

XXXVII. En troisième lieu dans la Province & Comté de Hainaut, ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien demeurera saisi, & jouira effectivement des Places de Landrecy & du Quesnoy, & de leurs Baillages, Prevostez ou Chastellenies, Domaines, appartenances & annexes.

XXXVIII. En quatrième lieu, dans la Province & Duché de Luxembourg, ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien demeurera saisi, & jouira effectivement des Places de Thionville, Mont-medj & Damvillers, leurs appartenances, dépendances, annexes, Prevostez & Seigneuries : & de la Ville & Prevosté d'Ivoy, de Chavancy le Chateau, & sa Prevosté ; & du lieu & Poste de Marville, scitué sur la petite riviere appellée Vezin, & de la Prevosté dudit Marville, lequel lieu & Prevosté avoient autrefois appartenu, partie aux Ducs de Luxembourg, & partie à ceux de Bar.

XXXIX. En cinquième lieu, Sa Majesté Tres-Chrestienne ayant fermement déclaré ne pouvoir jamais consentir à la restitution des Places de la Bassée, & de Berg-Saint-Vinox, Chastellenie dudit Berg & Fort Royal basty sur le Canal, près de la Ville de Berg ; Et Sa Majesté Catholique ayant condescendu qu'elles demeurassent à la France, si ce n'est que l'on pût convenir & ajuster un échange desdites Places, avec d'autres de pareille consideration & commodité reciproque ; lesdits deux Seigneurs Plenipotentiaires sont enfin convenus, que lesdites deux Places de la Bassée & de Berg-Saint-Vinox, sa Chastellenie, & Fort Royal dudit Berg, seroient échangées avec celles de Marienbourg & de Philippeville, scituées entre Sambre & Meuse, leurs appartenances, dépendances, annexes & Domaines : Et partant Sadite Majesté Tres-Chrestienne rendant, comme il sera dit cy-après, à Sa Majesté Catholique, lesdites Places de la Bassée, de Berg-Saint-Vinox & sa

ANNO

1659.

Chas-

Chastellenie, & Fort Royal, avec leurs appartenances, dépendances, annexes & Domaines; Sadite Majesté Catholique fera mettre en mesme temps, entre les mains de Sa Majesté Tres-Chrestienne, lesdites Places de Mariembourg & de Philippeville, pour en demeurer faicte Sadite Majesté Tres-Chrestienne, & en jouir effectivement, & de leurs appartenances, dépendances, annexes & Domaines, en la mesme maniere, & avec les mesmes droits de possession, Souveraineté & autres, avec lesquels Elle jouira & pourra jouir par le present Traité, des Places que ses Armes ont occupées en cette Guerre, & qui luy doivent demeurer par cette Paix: Et même en cas qu'à l'avenir Sa Majesté Tres-Chrestienne fust troublée en la possession & jouissance desdites Places de Mariembourg & Philippeville, pour raison des prétentions que pourroient avoir d'autres Princes; Sa Majesté Catholique s'oblige de concourir à leur deffense, & de faire de sa part tout ce qui sera nécessaire, afin que Sa Majesté Tres-Chrestienne puisse jouir paisiblement & sans contestation, desdites Places, en consideration de ce qu'elle les a cedées en échange desdits la Bassée & Berg-Saint-Vinox, que Sa Majesté Tres-Chrestienne pouvoit retenir & posséder sans trouble, & en toute seureté.

X L. En sixième lieu, Sa Majesté Catholique, pour certaines considerations, cy-apres particulièrement exprimées dans un autre Article du present Traité, s'oblige & promet de remettre entre les mains de Sa Majesté Tres-Chrestienne, la Ville & Place d'Avennes, scituée entre Sambre & Meuse, avec ses appartenances & dépendances, annexes, & Domaines, & toute l'Artillerie & Munitions de Guerre, qui y sont presentement, pour demeurer Sadite Majesté Tres-Chrestienne faicte de ladite Place d'Avennes, & en jouir effectivement, & desdites appartenances, dépendances, annexes & Domaines, en la même maniere, & avec les mêmes droits de possession, Souveraineté, & autres choses que Sa Majesté Catholique les possède à present. Et d'autant que l'on a seu que dans ladite Place d'Avennes & ses appartenances, dépendances, annexes & Domaines, la Jurisdiction ordinaire, les rentes & autres profits appartiennent au Prince de Chimay; il a esté déclaré & convenu entre les deux Seigneurs Roys, que tout ce que les Muraillies & Fortifications de ladite Place enferment, demeurera à Sa Majesté Tres-Chrestienne, en sorte que ledit Prince n'aura aucun droit, rente ny Jurisdiction au dedans desdites Muraillies & Fortifications; luy étant seulement réservé tout ce qui par le passé luy a appartenu hors ladite Ville, dans les Villages, plat-Païs, & Bois desdites dépendances d'Avennes, & en la même maniere qu'il l'a possédé jusques à present: Bien entendu aussi, comme il a esté dit, que la Souveraineté & haut Domaine dans lesdits Villages, plat-Païs, & Bois dépendans d'Avennes, appartenant & demeurant à Sa Majesté Tres-Chrestienne; ledit Seigneur Roy Catholique s'engageant chargé de dédommager ledit Prince de Chimay, de ce qui peut importer tout ce qui luy est osé par le present Traité, dans l'enclos de la Place, comme il est dit cy-dessus.

X L I. Lesdites Places d'Arras, Hesdin, Bapaume, Bethune, & les Villes de Lillers, Lens, Comté de Saint-Paul, Theroanne, Pas, & leurs Bailliages: comme aussi tous les autres Bailliages & Chastellenies d'Artois (à la reserve seulement, ainsi qu'il a esté dit, des Villes & Bailliages d'Aire & de Saint-Omer, leurs appartenances, dépendances, annexes & Domaines) comme aussi Renty, en cas qu'il ne se trouve pas estre desdites dépendances d'Aire, ou de Saint-Omer, ensemble les Places de Gravelines (avec les Forts Philippe, l'Ecluse & Hamlin) Bourbourg & Saint-Venant, dans la Flandre; les Places de Landrecy & le Quesnoy, dans le Hainant: comme aussi celles d'Avennes, Mariembourg & Philippeville, qui seront mises entre les mains du Roy Tres-Chrestien, ainsi qu'il a esté dit cydevant: ensemble les Places de Thionville, Montmédy, & Damvillers, Ville & Prevosté d'Ivoy, Chavancy le Chateau, & sa Prevosté, & Marville dans le Luxembourg, leurs Bailliages, Chastellenies, Gouvernances, Prevostez, Territoires, Domaines, Seigneuries, appartenances, dépendances & annexes, demeureront par le present Traité de Paix, audit Seigneur Roy Tres-Chrestien, & à ses Successeurs & ayans cause irrevocablement & à toujours avec les mêmes Droits de Souveraineté, propriété, Droits de Regale, Patronage, Gardienneté, Jurisdiction, Nomination, Prerogatives & Prééminences, sur les Evêchez, Eglises Cathedrales, & autres Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures, & autres quelconques Benefices, estans dans l'étendu

desdits Païs, Places & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que lesdits Prieurez soient mouvans & dépendans, & tous autres Droits qui ont cy-devant appartenu audit Seigneur Roy Catholique, encore qu'ils ne soient icy particulièrement énoncés: sans que Sa Majesté Tres-Chrestienne puisse estre à l'avenir troublée ny inquiétée par quelconque voye que ce soit, de Droit ny de fait, par ledit Seigneur Roy Catholique, les Successeurs, ou aucun Prince de sa Maison, ou par qui que ce soit, ou sous quelque pretexte ou occasion qui puisse arriver en ladite Souveraineté, propriété, Jurisdiction, Ressort, possession & jouissance de tous lesdits Païs, Villes, Places & Chasteaux, Terres, Seigneuries, Prevostez, Domaines, & Chastellenies, & Bailliages, ensemble de tous les lieux & autres choses qui en dépendent. Et pour cet effet, ledit Seigneur Roy Catholique, tant pour luy que pour ses Hoirs, Successeurs, & ayans cause, renonce, quite, cede & transporte, comme son Plenipotentiaire, en son nom, par le present Traité de Paix irrevocable, a renoncé, quitté, cédé, & transporté perpetuellement & à toujours, en faveur & au profit dudit Seigneur Roy Tres-Chrestien, ses Hoirs, Successeurs & ayans cause, tous les Droits, Actions, Prétentions, Droit de Regale, Patronage, Gardienneté, Jurisdiction, Nomination, Prerogatives, & Prééminences, sur les Evêchez, Eglises Cathedrales, & autres Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures, & autres quelconques Benefices, estans dans l'étendu desdits Païs, Places, & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que lesdits Prieurez soient mouvans & dépendans; & generalement, sans rien retenir ny réserver, tous autres Droits que ledit Seigneur Roy Catholique, ou ses Hoirs & Successeurs, ont & prétendent, ou pourroient avoir & prétendre, pour quelque cause & occasion que ce soit, sur lesdits Païs, Places, Chasteaux, & Ports, Terres, Seigneuries, Domaines, Chastellenies, & Bailliages, & sur tous les lieux en dépendans, comme dit est: Lesquels, ensemble tous les Hommes, Vaux, Sujets, Bourgs, Villages, Hameaux, Forêts, Rivières, Plat-Païs, & autres choses quelconques qui en dépendent, sans rien retenir ny réserver, ledit Seigneur Roy Catholique, tant pour luy que pour ses Successeurs, consent estre dès à present & pour toujours, unis & incorporés à la Couronne de France; nonobstant toutes Loix, Coutumes, Status, & Constitutions faites au contraire, même qui auroient esté confirmées par serment; ausquelles & aux clauses derogatoires des derogatoires, il est expressément dérogé par le present Traité, pour le fait desdites renonciations & cessions, lesquelles vaudront & auront lieu, sans que l'expression ou specification particuliere déroge à la generale, ny la generale à la particuliere; excluant à perpetuité toutes exceptions, sous quelque droit, titre, cause ou pretexte qu'elles puissent estre fondées: Declare, consent, veut & entend ledit Seigneur Roy Catholique, que lesdits Hommes, Vaux, & Sujets desdits Païs, Villes & Terres cedées à la Couronne de France, comme il est dit cy-dessus, soient & demeurent quittes & absous dès à present & pour toujours, des foy, hommage, service & serment de fidelité, qu'ils pourroient tous & chacun d'eux luy avoir fait & à ses Predecesseurs Roys Catholiques: Ensemble de toute obéissance, injection & vassalage, que pour raison de ce ils pourroient luy devoir: Voulant ledit Seigneur Roy Catholique, que lesdits foy & hommage, & serment de fidelité, demeurent nuls & de nulle valeur, comme si jamais ils n'avoient esté faits ny prestez.

X L I I. (1) Et pour ce qui concerne les Païs & Places que les Armes de France ont occupé en cette Guerre, du costé d'Espagne: Comme l'on auroit convenu en la negociation commencée à Madrid en l'année 1656. sur laquelle est fondé le present Traité, que les Monts Pyrenées, qui avoient anciennement divisé les Gaules des Espagnes, soient aussi dornavant la division des deux mêmes Royaumes, il a esté convenu & accordé, que ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien demeurera en possession, & jouira effectivement de tout le Comté & Viguerie de Rouffillon, & du Comté & Viguerie de Conflans, Païs, Villes, Places & Chasteaux, Bourgs, Villages, & lieux qui composent lesdits Comtez & Vigueries de Rouffillon & de Conflans: Et demeureront au Seigneur Roy Catholique, le Comté & Viguerie de Cerdania, & tout le Principat de Catalogne, avec les Viguerie, Places, Villes, Chasteaux, Bourgs, Hameaux,

L 3

meaux,

(1) On verra plus bas sur l'ain 1660. une Convention faite en execution de cet Article.



ANNO  
1659.

meaux, Lieux & Pays qui composent ledit Comté de Cerdania, & Principat de Catalogne : Bien entendu, que s'il se trouve quelque lieu dudit Comté & Viguerie de Confians seulement, & non du Roussillon, qui soient dans ledits Monts Pyrenées du côté d'Espagne, ils demeureront aussi à Sa Majesté Catholique : Comme pareillement s'il se trouve quelques lieux dudit Comté & Viguerie de Cerdania seulement, & non de Catalogne, qui soient dans ledits Monts Pyrenées, du côté de France, ils demeureront à Sa Majesté Tres-Christienne. Et pour convenir de la division, seront presentement deputez des Commissaires de part & d'autre, lesquels ensemble de bonne foy declareront quels sont les Monts Pyrenées, qui suivant le contenu en cet Article, doivent servir à l'avenir les deux Royaumes, & signaleront les limites qu'ils doivent avoir : Et s'assembleront ledits Commissaires sur les lieux au plus tard dans un mois après la signature du present Traité, & dans le terme d'un autre mois suivant auront convenu ensemble & déclaré de commun concert ce que dessus : Bien entendu, que si alors ils n'en ont pu demeurer d'accord entr'eux, ils enverront aussi-tôt les motifs de leurs avis aux deux Plénipotentiaires des deux Seigneurs Roys, lesquels ayans eu connoissance des difficultez & différends qui s'y feront rencontrer, conviendront entr'eux sur ce point : sans que pour cela on puisse retourner à la prise des Armes.

XLIII. Tout ledit Comté & Viguerie de Roussillon, Comté & Viguerie de Confians (à la reserve des lieux qui se trouveront estre dans les Monts Pyrenées du côté d'Espagne, en la maniere cy-dessus dite, suivant la declaration & ajustement des Commissaires qui seront deputez à cet effet :) comme aussi la partie du Comté de Cerdania, qui se trouvera estre dans les Monts Pyrenées du côté de France (suivant la mesme declaration des Commissaires) Pays, Villes, Places & Chasteaux qui composent ledites Vigueries de Roussillon & de Confians, & partie du Comté de Cerdania, en la maniere susdite, appartenances, dépendances & annexes, avec tous les Hommes, Vaux, Sujets, Bourgs, Villages, Hameaux, Forests, Rivières, Plat-Pays, & autres choses quelconques qui en dépendent, demeureront irrevocablement & à toujours par le present Traité de Paix, unis & incorporez à la Couronne de France, pour en jouir par ledit Seigneur Roy Tres-Christien, ses Hoirs, Successeurs & ayans cause, avec les mêmes Droits de Souveraineté, Propriété, Regale, Patronage, Jurisdiction, Nomination, Prerogatives, & Préeminences sur les Evechez, Eglises Cathedrales, & autres Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures, ou autres quelconques Benefices estans dans l'estendue dudit Comté de Roussillon, Viguerie de Confians, & partie du Comté de Cerdania, en la maniere cy-dessus dite (à la reserve pour le Confians de ce qui se trouveroit dans les Monts Pyrenées du côté d'Espagne) de quelques Abbayes que ledits Prieurez soient mouvans & dépendans, & tous autres Droits qui ont cy-devant appartenu audit Seigneur Roy Catholique, encore qu'ils ne soient icy particulièrement énoncéz : sans que Sa Majesté Tres-Christienne puisse estre à l'avenir troublée ny inquiétée par quelque voye que ce soit, de droit ou de fait, par ledit Seigneur Roy Catholique, ses Successeurs, ou aucun Prince de Sa Maison, ou par qui que ce soit, ou sous quelque pretexte & occasion qui puisse arriver en ladite Souveraineté, Propriété, Jurisdiction, Ressort, possession & jouissance de tous ledits Pays, Villes, Places, Chasteaux, Terres, Seigneuries, Domaines, Chastellenies, & Bailliages : ensemble de tous les lieux & autres choses quelconques qui dépendent dudit Comté de Roussillon, Viguerie de Confians, & partie du Comté de Cerdania, en la maniere cy-dessus écrite (à la reserve pour le Confians, de ce qui se trouveroit dans les Monts Pyrenées du côté d'Espagne.) Et pour cet effet ledit Seigneur Roy Catholique, tant pour luy que pour ses Hoirs, Successeurs & ayans cause, renonce, quitte, cede & transporte, perpetuellement & à toujours, en faveur & au profit dudit Seigneur Roy Tres-Christien, ses Hoirs, Successeurs & ayans cause, tous les Droits, Actions, Pretentions, Droits de Regale, Patronage, Jurisdiction, Nomination, Prerogatives & Préeminences sur les Evechez, Eglises Cathedrales, & autres Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures, ou autres quelconques Benefices estans dans l'estendue dudit Comté de Roussillon, Viguerie de Confians, & partie du Comté de Cerdania, en la maniere cy-dessus dite (à la reserve pour le Confians, de ce qui se trouveroit dans les Monts Pyrenées du côté d'Espagne) de quelques Abbayes que ledits

Prieurez soient mouvans & dépendans : & généralement tous autres Droits, sans rien retenir ny reserver, que ledit Seigneur Roy Catholique, ou sesdits Hoirs & Successeurs ont & pretendent, ou pourroient avoir & pretendre, pour quelque cause & occasion que ce soit, sur ledits Comté de Roussillon, Viguerie de Confians, & partie du Comté de Cerdania, en la maniere cy-dessus dite (à la reserve pour le Confians, de ce qui se trouveroit dans les Monts Pyrenées du côté d'Espagne) & sur tous les lieux en dépendans, comme dit est : Lesquels, ensemble tous les Hommes, Vaux, Sujets, Bourgs, Villages, Hameaux, Forests, Rivières, Plat-Pays, & autres choses quelconques qui en dépendent, sans rien retenir ny reserver, ledit Seigneur Roy Catholique, tant pour luy que pour les Successeurs, consent estre dès à present & pour toujours, unis & incorporez à la Couronne de France, nonobstant toutes Loix, Coustumes, Statuts, Constitutions & Conventions faites au contraire, mesmes qui auroient esté confirmées par Serment, auxquels & aux clauses derogatoires des derogatoires, il est expressement derogé par le present Traité, pour l'effet desdites renonciations & cessions ; lesquelles vaudront & auront lieu, sans que l'expression, ou specification particuliere derogé à la generale, ny la generale à la particuliere : en excluant à perpetuité toutes exceptions, sous quelques Droits, titres, causes ou pretextes qu'elles puissent estre fondées ; & nommément celle que l'on vult ou peult pretendre à l'avenir, que la separation dudit Comté de Roussillon, Viguerie de Confians, & partie du Comté de Cerdania, en la maniere susdite (à la reserve pour le Confians, de ce qui se trouveroit dans les Monts Pyrenées du côté d'Espagne) & de leurs appartenances & dépendances, fust contre les Constitutions du Principat de Catalogne ; & que partant ladite separation n'a pu estre resoluë ny arrestée, sans le consentement expresse de tous les Peuples assemblez en Estats Generaux : Declaire, consent, veut & entend ledit Seigneur Roy Catholique, que ledits Hommes, Vaux, Sujets dudit Comté de Roussillon, Viguerie de Confians, & partie du Comté de Cerdania, en la maniere cy-dessus dite (à la reserve pour le Confians, de ce qui se trouveroit estre dans les Monts Pyrenées du côté d'Espagne) leurs appartenances & dépendances, soient & demeurent quittes & absous, dès à present & pour toujours, des foy, hommage, service & serment de fidelité qu'ils pourroient tous & chacun d'eux luy avoir fait, & à ses Predecesseurs Roys Catholiques ; ensemble de toute obéissance, sujétion & vassalage, que pour cela ils pourroient luy devoir : voulant que ledits foy, hommage & serment de fidelité, demeurent nuls & de nul le valeur, comme si jamais ils n'avoient esté faits ny prestés.

XLIV. Ledit Seigneur Roy Catholique rentrera en la possession & jouissance du Comté de Charrolois, pour en jouir luy & ses Successeurs, pleinement & paisiblement, & le tenir sous la Souveraineté du Roy Tres-Christien, comme il le tenoit avant la presente Guerre.

XLV. Ledit Seigneur Roy Tres-Christien restituera audit Seigneur Roy Catholique : Premierement dans les Pays-Bas, les Villes & Places d'Ypre, Oudenarde, Dixmude, Furnes avec les postes fortifiez de la Fintelte & de la Quenouque, Merville sur la Lis, Menene, & Comine, leurs appartenances, dépendances & annexes. Comme aussi Sa Majesté Tres-Christienne remettra entre les mains de Sa Majesté Catholique, les Places de Berg-Saint-Vinox & son Fort Royal, & celle de la Bassee, en échange de celles de Marienburg & de Philippeville, comme il a esté dit cy-dessus en l'Article xxxix.

XLVI. En second lieu, ledit Seigneur Roy Tres-Christien restituera en Italie audit Seigneur Roy Catholique, les Places de Valence sur le Po, & de Mortare, leurs appartenances, dépendances & annexes.

XLVII. En troisième lieu, dans le Comté de Bourgogne, ledit Seigneur Roy Tres-Christien restituera audit Seigneur Roy Catholique, les Places & Forts de Saint-Amour, Bietersau & Jour, & leurs appartenances, dépendances & annexes : & tous les autres Postes fortifiez ou non fortifiez, que les Armes de Sa Majesté Tres-Christienne auroient occupez dans ledit Comté de Bourgogne, sans y rien reserver ny retenir.

XLVIII. En quatrième lieu, du côté d'Espagne, ledit Seigneur Roy Tres-Christien restituera audit Seigneur Roy Catholique les Places & Ports de Roses, Fort

ANN  
1659

Fort de la Trinité, Cap de Quiers, la Seau d'Urgel, Toxen, le Château de la Balide, la Ville & Place de Baga, la Ville & Place de Ripol, & le Comté de Cerdana, dans lequel sont Belver, Puicerda, Carol, & le Château de Cerdana, en l'estat qu'ils se trouveront à présent; avec tous les Châteaux, Postes fortifiés ou non fortifiés, Villes, Citez, Villages & autres lieux, appartenances, dépendances & annexes audités Places de Roses, Cap de Quiers, Seau d'Urgel, & Comté de Cerdana, encore qu'ils ne soient icy nommez & spécifiés: Bien entendu, que si quelques uns des Postes, Villes, Places, & Châteaux cy-dessus nommez, se trouvoient estre dans la Viguerie de Cerdana, dans les Monts Pyrenées du costé de France, ils demeureront à Sa Majesté Tres-Chrestienne, conformément & en vertu de l'Article quarante-deux du present Traité, nonobstant le contenu en celuy-cy, auquel en ce cas il est dérogé pour ce regard.

XLIX. Ledit Seigneur Roy Catholique restituera audit Seigneur Roy Tres-Chretien, les Villes & Places de Rocroy, le Castelet, & Linchamp, avec leurs appartenances, dépendances & annexes; sans que pour quelque raison, cause ou excuse que ce puisse estre, préveu ou non préveu, mêmes celle que ledites Places de Rocroy, le Castelet, & Linchamp, soient presentement au pouvoir & en d'autres mains que celles de Sa Majesté Catholique, Elle puisse se dispenser de faire ladite restitution desdites trois Places audit Seigneur Roy Tres-Chretien; Sadite Majesté Catholique se faisant fort, & prenant fir voy la réelle & fidelle execution du present Article.

L. La restitution respective desdites Places, ainsi qu'il est dit dans les cinq Articles immediatement precedens, se fera par ledits Seigneurs Rois, ou leurs Ministres, réellement & de bonne foy, & sans aucune longueur ny difficulté, pour quelque cause & occasion que ce soit, à celuy ou à ceux qui seront à ce député par ledits Seigneurs Roys, respectivement, dans le temps, & en la maniere qui sera cy-aprés dit, & en l'estat que ledites Places se trouvent à présent, sans y rien demolir, affaiblir, diminuer, ny endommager en aucune sorte; & sans que l'on puisse pretendre ny demander aucun remboursement, pour les Fortifications faites audités Places, ny pour le payement de ce qui pourroit estre deu aux Soldats & Gens de Guerre y estans.

LI. Ledit Seigneurs Roys restituans ledites Places respectivement, pourront faire tirer & emporter toute l'Artillerie, Poudres, Boulets, Armes, Vivres & autres Munitions de Guerre qui se trouveront dans ledites Places au temps de la restitution. Pourront aussi les Officiers, Soldats, Gens de Guerre, & autres qui sortiront desdites Places, en tirer & emporter leurs Biens Meubles à eux appartenans, sans qu'il leur soit loisible d'exiger aucune chose des Habitans desdites Places & du plat-Pais, ny endommager leurs maisons, ou emporter aucune chose appartenant audités Habitans: Comme aussi ledits Seigneurs Roys seront obligés à payer audités Habitans des Places dont leurs Armes sortiront, & qu'ils restitueront tout ce qui justement leur pourra estre deu par ledits Seigneurs Roys, pour choses que les Gouverneurs desdites Places, ou autres Ministres desdits Seigneurs Roys auront prises pour employer à leur service, dont ils aient donné des Recepsez & Obligations aux personnes qui les auroient fournies: Comme aussi seront tenus les Officiers & Soldats desdites Garnisons de payer ce qu'ils devront legitimentement aux Habitans, par Recepsez ou Obligations: Bien entendu, que pour l'accomplissement de cette satisfaction des Habitans, on ne retardera point la remise & la restitution desdites Places, mais qu'elle sera faite dans le temps & jour qui sera convenu & prescrit cy-aprés en d'autres Articles du present Traité: demeurans en ce cas les Créanciers dans tout le droit des justes prétentions qu'ils peuvent avoir.

LII. Comme la Place de Hesdin & son Bailliage, par le present Traité de Paix, doit demeurer au Roy Tres-Chretien: ainsi qu'il est dit cy-dessus, il a esté convenu & accordé, en consideration des offices dudit Seigneur Roy Catholique, qui avoit pris sous sa protection les Officiers de Guerre ou Soldats de la Garnison dudit Hesdin, qui s'estoient soulevez dans la Place, & soustraits de l'obéissance dudit Seigneur Roy Tres-Chretien, depuis la mort du Gouverneur de ladite Place; qu'en conformité des Articles, par lesquels les deux Seigneurs Roys pardonnent chacun à tous ceux qui ont suivi le Party contraire, pourveu qu'ils ne se trouvent prévenus d'autres délits, & promettent les restituer dans la posses-

sion & jouissance de leurs Biens, Sa Majesté Tres-Chrestienne fera expedier ses Lettres d'Abolition & de Pardon, en bonne forme, en faveur desdits Officiers de Guerre, & Soldats de la Garnison dudit Hesdin; lesquelles Lettres estant offertes & mises entre les mains du Commandant dans la Place, au jour qui aura esté designé & resolu entre Leurs Majestez, pour la remise de ladite Place au pouvoir de Sa Majesté Tres-Chrestienne, ainsi qu'il sera dit cy-aprés; le même jour & au même temps, ledits Commandant, Officiers & Soldats seront tenus de sortir de ladite Place, sans aucun delay ny excuse, sous quelque pretexte que ce soit, préveu ou non préveu, & de remettre ladite Place au même estat qu'elle estoit quand ils se sont soulevez, au pouvoir de celuy ou de ceux que Sa Majesté Tres-Chrestienne aura commis pour la recevoir en son nom: & cela sans rien changer, affaiblir, endommager, demolir ou alterer en quelque maniere que ce soit, en ladite Place. Et au cas que ledites Lettres d'Abolition & de Pardon estant offertes audit Commandant, luy ou les autres Officiers & Soldats de ladite Garnison dudit Hesdin, refusent ou different, sous quelque cause ou pretexte que ce puisse estre, de remettre ladite Place dans le même estat, au pouvoir de celuy ou de ceux que Sadite Majesté Tres-Chrestienne aura commis pour la recevoir en son nom; ledits Commandant, Officiers & Soldats seront déchus de la grace que Sa Majesté Catholique leur a procurée de leur Pardon & Abolition, sans que Sadite Majesté en veuille plus faire aucune instance en leur faveur; & au même cas promet Sadite Majesté Catholique, en foy & parole de Roy, de ne donner directement, ny indirectement, audit Commandant, Officiers & Soldats, ny permettre estre donnée par qui que ce soit, dans ses Etats, aucune assistance d'Hommes, d'Armes, de Vivres, de Munitions de Guerre, ny d'argent; au contraire, d'assister de ses Troupes, si Elle en est requis, ledit Sieur Roy Tres-Chretien, pour l'attaque de ladite Place, afin qu'elle soit plutôt reduite à son obéissance, & que le present Traité sorte plutôt son entier effet.

LIII. Comme les trois Places d'Avennes, Philippeville, & Marienbourg, avec leurs appartenances, dépendances & annexes, sont cedées par le present Traité, ainsi qu'il a esté dit ci-dessus, au Seigneur Roy Tres-Chretien, pour estre unies & incorporées à la Couronne de France; il a esté convenu & accordé qu'en cas qu'entre ledites Places & la France, il se trouvast aucuns Bourgs, Villages, Lieux, Postes ou Pais, qui n'estans pas desdites dépendances, appartenances ou annexes, deussent demeurer en propriété & Souveraineté audit Seigneur Roy Catholique, sadite Majesté Catholique, ny ses Successeurs Rois, en aucun temps ne pourront fortifier ledits Bourgs, Villages, Postes ou Pais, ny faire aussi aucunes Fortifications nouvelles entre ledites Places d'Avennes, Philippeville & Marienbourg, par le moyen desquelles Fortifications, ledites Places d'Avennes ou aucunes d'icelles, vinssent à estre coupées de la France, ou leur communication entr'elles embarrasée: Comme pareillement a esté accordé & convenu, qu'en cas que le lieu de Renty, dans l'Artois, demeure à Sa Majesté Catholique, comme il a esté dit qu'il luy demeurera, s'il se trouve étre des dépendances d'Aire, ou de Saint-Omer, Sa Majesté Catholique, ny ses Successeurs Rois en aucun temps ne pourront fortifier ledit Renty.

LIV. Tous les Papiers, Titres & Documents concernans les Pais, Terres & Seigneuries qui doivent demeurer audit Seigneur Roy Tres-Chretien, par le present Traité de Paix, seront fournis & délivrez de bonne foy dans trois mois après que les Ratifications du present Traité auront été échangées.

LV. En vertu du present Traité, tous les Catalans & autres Habitans de ladite Province, tant Prelats, Ecclesiastiques, Religieux, Seigneurs, Gentils-hommes, Bourgeois, qu'autres Habitans, tant des Villes que du plat-Pais, sans nul excepter, pourront rentrer, rentreront & seront effectivement laissez ou rétablis en la possession & jouissance paisible de tous leurs Biens, Honneurs, Dignité, Privileges, Franchises, Droits, Exemptions, Constitutions & Libertez, sans pouvoir étre recherché, troublé ny inquieté, en general ny en particulier, pour quelque cause & pretexte que ce soit, pour raison de tout ce qui s'est passé depuis la naissance de la presente Guerre: & à ces fins, Sa Majesté Catholique accordera & fera publier, en bonne forme, ses Declarations d'Abolition & de Pardon, en faveur des Catalans, laquelle publication se fera le même jour que celle de la Paix: En suite desquelles De-

ANNO  
1659.



ANNO  
1659.

clarations, il leur sera permis à tous & à chacun en particulier, ou de retourner en personne dans leurs maisons, en la jouissance de leurs Biens, ou, en cas qu'ils veuillent établir leur séjour ailleurs que dans la Catalogne, ils le pourront faire, & envoyer audit Pais de Catalogne leurs Agens & Procureurs, pour prendre en leur nom, & pour eux, la possession desdits Biens, les faire cultiver & administrer, en percevoir les fruits & revenus, & les faire transporter par tout ailleurs où bon leur semblera : sans qu'ils puissent être forcés à aller en personne preser les hommages de leurs Fiefs, à quoy leurs Procureurs pourront satisfaire en leur nom : & sans que leur absence puisse empêcher la libre possession & jouissance desdits Biens, qu'ils auront aussi toute faculté & liberté d'échanger ou d'aliéner par vente, donation, ou autrement. A la charge néanmoins que ceux qui seront commis pour regimé & culture desdits Biens, ne soient suspects au Gouverneur & Magistrats du lieu où ledits Biens seront scizez : auquel cas, il sera pourveu par les Propriétaires, d'autres personnes agréables & non suspectes : Demeurant néanmoins à la volonté & au pouvoir de Sa Majesté Catholique, de prescrire le lieu de leur séjour à ceux desdits Catalans dont Elle n'aura pas le retour agreable dans le Pais : sans toutefois que les autres Libertez & Privileges qui leur auront esté accordez, & dont ils jouissoient, puissent être revoquez ny alterez. Comme aussi il demeurera à la volonté & au pouvoir de Sa Majesté Tres-Chrétienne, de prescrire le lieu de leur séjour à ceux du Comté de Roussillon, appartenances & dépendances, qui se sont retirez en Espagne, dont Elle n'aura pas le retour dans ledit Comté agreable : sans toutefois que les autres Libertez & Privileges qui auroient été accordez ausdites personnes, puissent être revoquez ny alterez.

LV I. Les successions testamentaires, ou autres quelconques, donations entre-vifs ou autre, des Habitans de Catalogne & du Comté de Roussillon, reciproquement les uns aux autres, leur demeureront également permises & inviolables : Et en cas fur le fait desdites successions & donations, ou autres Actes & Contrats, il arrivât entr'eux des differens fur lesquels ils fussent obligez de plaider & entrer en procez, la Justice leur sera faite de chaque côté, avec égalité & bonne foy, quoy qu'ils soient dans l'obeissance de l'autre Party.

LV II. Les Evêques, Abbez, Prelats, & autres, pourvus pendant la Guerre, de Benefices Ecclesiastiques, avec approbation de notre Saint Pere le Pape, & par autorité Apostolique, demeurans dans les Terres de l'un des Partis, jouiront des Fruits, Rentes & Revenus desdits Benefices, qui se trouveront estre dans l'estenduë des Terres de l'autre Party, sans aucun trouble ny empeschement, pour quelque cause, raison ou pretexte que ce puisse être : & à cette fin ils pourront commettre pour ladite jouissance & perception de fruits, des personnes non suspectes, après en avoir eu l'agrement du Roy (ou de ses Officiers & Magistrats) sous la Domination duquel se trouveront être scizez ledits Fruits, Rentes & Revenus.

LV III. Ceux des Habitans du Principat de Catalogne, ou Comté de Roussillon, qui auront jouté par Donation, ou Confiscation accordée par l'un desdits Roys, des Biens qui appartiennent à quelques personnes du Party contraire, ne seront obligez de faire aucune restitution aux Propriétaires desdits Biens, des fruits qu'ils auront perçus en vertu desdites Donations & Confiscations pendant la durée de la presente Guerre : Bien entendu, que l'effet desdites Donations & Confiscations cessera le jour de la publication de la Paix.

LIX. Il sera député des Commissaires de part & d'autre, deux mois après la publication du present Traité, qui s'assembleront au lieu dont il sera respectivement convenu, pour y terminer à l'amiable tous les differens qui pourroient se rencontrer entre les deux Partis ; lesquels Commissaires auront l'œil à faire également bien traiter les Sujets de côté & d'autre, & ne permettront pas que les uns rentrent dans la possession de leurs Biens, que lors & au mesme temps que les autres rentrent dans la possession des leurs : comme aussi travailleront ledits Commissaires (si on le juge à propos de la forte) à faire une juste évaluation de part & d'autre des Biens de ceux qui ne voudront pas retourner habiter dans le Pais qu'ils ont quitté, ou que l'un des deux Roys n'y voudra pas admettre, luy ayant preseré ailleurs son séjour, suivant ce qu'il est dit cy-dessus ; afin que ladite évaluation étant faite, les mesmes Commissaires puissent ménager en toute equité les échanges & compensations desdits Biens, pour plus grande commodité, & avec égal avantage des Parties

intéressées, prenans garde qu'aucune n'y soit lésée : Et enfin regleront ledits Commissaires toutes les choses concernant le commerce & frequentation des Sujets de part & d'autre, & toutes celles qu'ils estimeront pouvoir plus contribuer à l'utilité publique, & à l'affermissement de la Paix : Et tout ce qui a été dit dans les quatre Articles immediatement precedens, & dans celui-cy, touchant le Comté de Roussillon & les Habitans, doit être entendu de la mesme maniere, de la Viguerie de Conflans, & de la partie du Comté de Cerdania, qui peut, ou doit demeurer en propre par le present Traité à Sa Majesté Tres-Chrétienne, & par la declaration des Commissaires cy-dessus dits, & des Habitans de ladite Viguerie de Conflans, & partie susdite du Comté de Cerdania : comme aussi se doit entendre reciproquement des Habitans du Comté de Cerdania, & de la partie de la Viguerie de Conflans, qui peut ou doit demeurer à Sa Majesté Catholique par le present Traité & declarations desdits Commissaires.

LX. Quoy que Sa Majesté Tres-Chrétienne n'ait jamais voulu s'engager, nonobstant les vives instances qui luy en ont souvent été faites, accompagnées mesmes d'offres tres-considerables, à ne pouvoir faire la Paix, sans l'inclusion du Royaume de Portugal, d'autant qu'Elle a preveu & apprehendé qu'un pareil engagement, pourroit être un obstacle insurmontable à la conclusion de ladite Paix, & par consequent reduire les deux Rois à la necessité de perpetuer la Guerre : néanmoins sadite Majesté Tres-Chrétienne, souhaitant avec une passion extrême, de voir le Royaume de Portugal jouir du mesme repos qu'acquerront tant d'autres Etats Chrétiens, par le present Traité, auroit proposé à cette fin bon nombre de partis & d'expediens, qu'Elle jugeoit pouvoir être de la satisfaction de Sa Majesté Catholique : Parmi lesquels mesmes, nonobstant comme il est dit cy-dessus, que Sa Majesté n'eust aucun engagement en cette affaire, Elle en eust venué jusques à vouloir se priver du principal fruit du bon-heur qu'ont eu ses Armes dans le cours d'une longue Guerre, offrant, outre les Places qu'elle restituë par le present Traité à Sa Majesté Catholique, de luy rendre encore toutes les autres conquestes generalement, que sesdites Armes ont faites en cette Guerre, & de rétablir entierement Monsieur le Prince de Condé, pourveu & à condition que les affaires du Royaume de Portugal fussent laissées en l'état qu'elles se trouvent à present ; ce que Sa Majesté Catholique n'ayant pas voulu accepter, auroit seulement offert, qu'en consideration des puissans offices dudit Seigneur Roy Tres-Chrétien, Elle consentiroit à remettre les choses audit Royaume de Portugal, au mesme état qu'elles étoient avant le changement qui y arriva au mois de Decembre de l'année mil six cent quarante, pardonnant & donnant une Abolition generale de tout le passé, & accordant le rétablissement dans tous les Biens, Honneurs & Dignitez de tous ceux, sans distinction de Personne ou Personnes, qui retournant en l'obeissance de sa Majesté Catholique, se mettroient en estat de jouir de l'effet de la presente Paix. Enfin, en contemplation de la Paix, & veu l'absolue necessité où Sa Majesté Tres-Chrétienne s'est trouvée de perpetuer la Guerre, par la rupture du present Traité, qu'Elle a reconnuë estre inevitable, en cas qu'Elle eût voulu persister plus long-temps pour obtenir en cette affaire de la Majesté Catholique, d'autres conditions que celles qu'Elle avoit offertes, ainsi qu'il est dit cy-dessus : Et sadite Majesté Tres-Chrétienne, devant & voulant preserer (comme il est juté) le repos general de la Chrétienté à l'intérêt particulier du Royaume de Portugal, pour l'avantage & en faveur duquel Elle n'avoit déjà rien omis de ce qui pouvoit dépendre d'Elle, & étoit en son pouvoir, jusques à faire des offres aussi grandes qu'il a été dit cy-dessus ; il a été finalement convenu & arrêté entre les deux Seigneurs Roys, qu'il sera accordé à Sa Majesté Tres-Chrétienne trois mois de temps, à compter du jour de l'échange des Ratifications du present Traité ; pendant lesquels Elle puisse envoyer audit Royaume de Portugal, pour tâcher d'y disposer les choses à ajuster & reduire cette affaire, en sorte que Sa Majesté Catholique en demeure pleinement satisfaitte : après lesquels trois mois expiré, si les soins & les offices de sadite Majesté Trés-Chrétienne n'ont pu produire l'effet qu'on se propose, sadite Majesté ne se mêlera plus de ladite affaire, & promet, s'oblige & engage, sur son honneur, & en foy & parole de Roy, pour foy & ses Successeurs, de ne donner audit Royaume de Portugal ny en commun, ny à aucune Personne ou Personnes d'iceluy, en particulier, de quelque dignité, état, qualité & condition qu'ils soient, à present, ny à l'avenir,

ANN  
1659

ANNO 1659. venir, aucune ayde, ny assistance publique ny secrète, directement ou indirectement, d'Hommes, Armes, Munitions, Vivres, Vaisseaux ou argent, sous aucun pretexte, ny aucune autre chose que ce soit, ou puisse être, par Terre ny par Mer, ny en aucune autre manière: comme aussi de ne permettre qu'il se fasse des levées en aucun endroit de ses Royaumes & Etats, ny d'accorder le passage à aucunes qui pourroient venir d'autres Estats au secours dudit Royaume de Portugal.

LXI. Sa Majesté Catholique renonce par ce Traité, tant en son nom, que de ses Hoirs, Successeurs & ayans cause, à tous les Droits & prétentions, sans rien réserver ny retenir, qu'Elle peut, ou pourroit cy-après avoir sur la Haute & Basse Alsace, le Zunigau, le Comté de Ferrette, Brisach & ses dépendances, & sur tous les Pais, Places & Droits qui ont esté délaissés & cedez à Sa Majesté Tres-Chrétienne, par le Traité fait à Munster le vingt quatrième Octobre mil six cent quarante huit, pour être unis & incorporez à la Couronne de France; Sa Majesté Catholique approuvant, pour l'effet de ladite renonciation, le contenu audit Traité de Munster, & non en aucune autre chose dudit Traité, pour n'y avoir intervenu. Moyennant laquelle présente renonciation, Sa Majesté Très-Chrétienne offre de faire faire au paiement des trois millions de livres tournois qu'Elle est obligée par ledit Traité, de payer à Messieurs les Archiducs d'Inspruck.

LXII. Monsieur le Duc Charles de Lorraine ayant témoigné grand déplaisir de la conduite qu'il a tenuë à l'égard du Seigneur Roy Tres-Chrétien, & avoir ferme intention de le rendre plus satisfait à l'avenir, de lui & de ses Actions, que le temps & les occasions passées ne luy en ont donné le moyen: Sa Majesté Tres-Chrétienne, en consideration des puissans offices de Sa Majesté Catholique, reçoit dès à présent ledit Sieur Duc dans sa bonne grace; & en contemplation de la Paix, sans s'arrêter aux Droits qui pouvoient luy être acquis par divers Traitez faits par le feu Roy son Pere avec ledit Sieur Duc, après avoir fait préalablement démolir les Fortifications des deux Villes de Nancy, qui ne pourront plus être refaites & après en avoir retiré & fait transporter toute l'Artillerie, Poudres, Boulets, Armes, Vivres & Munitions de Guerre, qui sont à présent dans les Magazins dudit Nancy, remettra ledit Sieur Duc Charles de Lorraine dans la possession du Duché de Lorraine, & même des Villes, Places & Pais qu'il a autrefois possédés, dépendans des trois Evêchez de Metz, Toul & Verdun; à la réserve premièrement & exception de Moyenvic, lequel, quoy qu'enclavé dans ledit Etat de Lorraine appartenoit à l'Empire, & a été cédé à Sa Majesté Tres-Chrétienne par le Traité fait à Munster le vingt-quatrième jour d'Octobre mil six cents quarante-huit.

LXIII. En second lieu, à la réserve & exception de tout le Duché de Bar, Pais, Villes & Places qui le composent, tant la partie qui est mouvante de la Couronne de France, comme celle qu'on peut prétendre n'en être pas mouvante.

LXIV. En troisième lieu, à la réserve & exception du Comté de Clermont & de son Domaine, & des Places, Prévôtés & Terres de Stenay, Dun, & Jamets, avec tout le revenu d'icelles, Villages & Territoires qui en dépendent; lesquels Moyenvic, Duché de Bar (compris la partie du lieu & Prévôté de Marville, laquelle partie, ainsi qu'il a été dit cy-dessus, appartenoit aux Ducs de Bar) Places, Comté, Prévôté, Terres & Domaines de Clermont, Stenay, Dun & Jamets, avec leurs appartenances, dépendances & annexes, demeureront à jamais unis & incorporez à la Couronne de France.

LXV. Ledit Sieur Duc Charles de Lorraine, avant son rétablissement dans les Etats cy-dessus spécifiés, & avant qu'aucune Place luy soit restituée, donnera son consentement au contenu aux trois Articles immédiatement precedens: Et pour cet effet, délivrera à Sa Majesté Très-Chrétienne, en la forme la plus valable & autentique qu'Elle pourra desirer, les Actes de la renonciation & cession desdits Moyenvic, Duché de Bar (compris la partie de Marville) tant partie mouvante, que prétendue non mouvante de la Couronne de France, Stenay, Dun, Jametz, le Comté de Clermont, & son Domaine, appartenances, dépendances & annexes, sans pouvoir rien prétendre ny demander par ledit Sieur Duc, ou ses Successeurs, ny présentement, ny en aucun temps à l'avenir, pour le prix que le feu Roy Louis XIII. de glorieuse Memoire, s'estoit obligé de payer audit Sieur Duc, pour ledit Domaine du Comté

de Clermont, par le Traité fait à Liverdun au mois de Juin mil six cent trente-deux, attendu que l'Article ou est contenuë ladite obligation, a esté annullé par les Traitez subséquens, & de nouveau, autant que besoin seroit, est entièrement annullé par celuy-cy.

LXVI. Sa Majesté Tres-Chrétienne, restituant audit Sieur Duc Charles, les Places de son Estat ainsi qu'il a esté dit cy-dessus, y laissera (à la réserve & exception de celles qu'il est convenu devoir estre démolies) toute l'Artillerie, Poudre, Boulets, Armes, Vivres & Munitions de Guerre, qui sont dans les Magazins desdites Places, sans pouvoir les affoiblir ny endommager en aucune manière que ce soit.

LXVII. Ledit Sieur Duc Charles de Lorraine, ny aucun Prince de sa Maison, ou de ses adhérens & dépendans, ne pourront demeurer armez; mais seront tant ledit Sieur Duc, que les autres cy dessus dits, obligez de licentier leurs troupes à la publication de la présente Paix.

LXVIII. Ledit Sieur Duc Charles de Lorraine, avant son rétablissement dans ses Etats, fournira aussi un Acte en bonne forme à Sa Majesté Tres-Chrétienne, qu'il se desiste & depart de toutes Intelligences, Lignes, Associations, & pratiques qu'il auroit, ou pourroit avoir avec quelque Prince, Estat & Potentat que ce pût estre, au préjudice de Sadite Majesté, & de la Couronne de France; avec promesse qu'à l'avenir il ne donnera aucune retraite dans ses Etats, à aucuns Ennemis ou Sujets rebelles, ou suspects à Sa Majesté, & ne permettra qu'il s'y fasse aucune levée ny amas de Gens de Guerre contre son service.

LXIX. Ledit Sieur Duc Charles de Lorraine donnera pareillement avant son rétablissement susdit, un Acte en bonne forme, à Sa Majesté Tres-Chrétienne, par lequel il s'oblige, tant pour luy que pour tous ses Successeurs Ducs de Lorraine, d'accorder en tous tems, sans difficulté aucune, sous quelque pretexte qu'elle pût estre fondée, les passages dans ses Etats, tant aux personnes qu'aux Troupes de Cavalerie & Infanterie, que Sadite Majesté & ses Successeurs Roys de France, voudront envoyer en Alsace ou à Brisach, & à Philipsbourg, aussi souvent qu'il en sera requis par Sadite Majesté & desdits Successeurs: & de faire fournir audit Troupes dans ledits Etats, les vivres, logemens & commodités nécessaires, par Estapes, en payant ledites Troupes, leurs dépenses, au prix courant de Pais: Bien entendu que ce ne seront que simples passages à journées réglées, & marches raisonnables, sans pouvoir séjourner dans ledits Etats de Lorraine.

LXX. Ledit Sieur Duc Charles, avant son rétablissement dans son Estat, mettra entre les mains de Sa Majesté Tres-Chrétienne un Acte en bonne forme, & à la satisfaction de Sadite Majesté, par lequel ledit Sieur Duc s'oblige pour luy & pour tous ses Successeurs, de faire fournir par les Fermiers & Administrateurs des Salines de Rosieres, Chateau Salins, Dieuze, & Marfal, lesquels Sa Majesté luy restituë par le présent Traité, toute la quantité de minots ou muids de sel, qui sera nécessaire pour la fourniture de tous les Greniers qu'il sera besoin de remplir, pour l'usage & consommation ordinaire des Sujets de Sa Majesté, dans les trois Evêchez de Metz, Toul, & Verdun, Duché de Bar & Comté de Clermont, Stenay, Jamets & Dun: & cela au même prix pour chaque minot ou muid de sel, que ledit Sieur Duc Charles avoit accoustumé de le fournir aux Greniers de l'Evêché de Metz, en tems de Paix, pendant la dernière année que ledit Sieur Duc a esté en possession de tout son Estat: sans qu'il puisse, ny ses Successeurs en aucun tems, augmenter le prix desdits minots ou muids de sel.

LXXI. Et d'autant que depuis que le feu Roy Tres-Chrétien, de glorieuse Memoire, a conquis la Lorraine par ses Armes, grand nombre de Sujets de ce Duché ont servy leurs Majestez, ensuite des sermens de fidélité qu'elles ont désiré d'eux; il a esté convenu, que ledit Sieur Duc ne leur en sçaurait aucun mauvais gré, ny ne leur en fera aucun mauvais traitement: mais les considérera comme ses bons & fideles Sujets, & les payera des dettes & rentes auxquelles ses Etats peuvent estre obligez: ce que Sa Majesté desire si particulièrement, que sans l'assurance qu'Elle prend de la foy que ledit Sieur Duc luy donnera sur ce sujet, Elle ne luy eust jamais accordé ce qu'Elle fait par le présent Traité.

LXXII. Il a esté convenu en outre, que ledit Sieur Duc ne pourra apporter aucun changement aux Provisions des Benefices qui ont esté donnez par ledits Seigneurs Roys, jusques au jour du présent Traité: &

Mm

que



ANNO  
1659.

que ceux qui en ont esté pourvus, demeureront en paisible possession & jouissance desdits Benefices, sans que ledit Sieur Duc leur apporte aucun trouble ny empêchement, ou qu'ils en puissent estre dépossédés.

LXXIII. Il a esté arresté en outre, que les Consecrations qui ont esté données par Sa Majesté, & le feu Roy son Pere, des biens de ceux qui portoient les Armes contre Elle, seront valables, pour la jouissance desdits biens, jusques au jour de la date du présent Traité: sans que ceux qui en ont joyi, en vertu desdits dons, en puissent estre recherché ny inquiétez, en quelque maniere, & pour quelque cause que ce puisse estre.

LXXIV. En outre a esté arresté, que toutes Procédures, Jugemens & Arrests donnez par le Conseil, Juges & autres Officiers de Sa Majesté Tres-Chrestienne, pour raison des différens & procez poursuivis, tant par les Sujets desdits Duchez de Lorraine & de Bar, qu'autres, durant le temps que ledits Estats ont esté sous l'obéissance dudit Seigneur Roy Tres-Chrestien, & du feu Roy son Pere, auront lieu, & sortiront leur plein & entier effet, tout ainsi qu'ils seroient, si ledit Seigneur Roy demouroit Seigneur & possesseur dudit Pais: Et ne pourront estre ledits Jugemens & Arrests revoquez en doute, annulés, ny l'exécution d'iceux autrement retardée, ny empêchée: Bien sera loisible aux Parties, de se pourvoir par revision de la Cause, & selon l'ordre & disposition du Droit, des Loix & Ordonnances: demeurans cependant les Jugemens en leur force & vertu.

LXXV. De plus, est aussi accordé, que tous autres dons, grâces, remissions, concessions & alienations faites par ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien, & le feu Roy son Pere, durant ledit temps des choses qui leur sont échues & avenues, ou leur auroient esté adjudgées, soit par confiscation, pour cas de crime & commise (autre pourtant que de Guerre, pour avoir suivi ledit Sieur Duc) ou reversion de Fiefs, ou faute de legitimes Successeurs, ou autrement, seront & demeureront bonnes & valables, & ne se pourront revoquer, ny ceux auxquels ledits dons, grâces & alienations ont esté faites, estre inquiétez ny troublez en la jouissance, en quelque maniere & pour quelque cause que ce soit.

LXXVI. Comme aussi, ceux qui pendant ledit temps auroient esté receus à foy & hommage par lesdits Seigneurs Roys, ou leurs Officiers ayant pouvoir, à cause d'aucuns Fiefs & Seigneuries tenues & mouvantes des Villes, Châteaux, & Lieux possédés par lesdits Seigneurs Roys audit Pays, & d'iceux auroient payé les Droits Seigneuriaux, ou en auroient obtenu don & remission, ne pourront estre inquiétez ny troublez, pour raison desdits droits & devoirs, mais demeureront quittes, sans qu'on en puisse rien demander.

LXXVII. En cas que ledit Sieur Duc Charles de Lorraine ne veuille pas accepter & ratifier ce dont les deux Seigneurs Roys ont convenu, pour ce qui regarde ses intérêts, en la maniere qu'il est porté cy-devant; ou que l'ayant accepté il manquât à l'avenir à l'exécution & accomplissement du contenu au présent Traité; Sa Majesté Tres-Chrestienne, au premier cas, que ledit Sieur Duc n'accepte pas le Traité, ne l'est obligée à exécuter de sa part aucun des Articles du dit Traité, sans que pour cette raison il puisse estre dit ny censé qu'Elle y ait en rien contrevenu: Comme aussi, au second cas que ledit Sieur Duc, après avoir accepté les conditions susdites, manquât à l'avenir de sa part à leur exécution, Sadite Majesté s'est réservée & réserve tous les droits qu'Elle avoit acquis sur ledit Estat de Lorraine par divers Traitez faits entre le feu Roy son pere, d'heureuse memoire, & ledit Sieur Duc, pour poursuivre ledits droits en telle maniere qu'Elle verra bon estre.

LXXVIII. Sa Majesté Catholique a consenti que Sa Majesté Tres-Chrestienne ne soit obligée au rétablissement cy-dessus dit dudit Sieur Duc Charles de Lorraine, qu'après que l'Empereur aura approuvé & ratifié par un Aste autentique, qui sera livré à Sa Majesté Tres-Chrestienne, tous les Articles stipulés à l'égard dudit Sieur Duc Charles de Lorraine, dans le présent Traité, sans nul excepter, & s'oblige même Sadite Majesté Catholique, de procurer auprès de l'Empereur, la prompte expedition & delivrance dudit Aste. Comme: aussi en cas qu'il se trouve que des Estats, Pays, Villes, Terres ou Seigneuries qui demeurent à Sa Majesté Tres-Chrestienne en propre par le présent Traité, de ceux ou celles qui appartenoient cy-devant aux Ducs de Lorraine, il y en eust qui fussent Fiefs, & relevaient de l'Empire, pour raison de quoy Sa Majesté eust besoin & desirait d'en

estre investie, Sa Majesté Catholique promet de s'employer sincerement & de bonne foy auprès de l'Empereur, pour faire accorder ledites Investitures audit Seigneur Roy Tres-Chrestien, sans delay ny difficulté.

LXXIX. Monsieur le Prince de Condé ayant fait dire à Monsieur le Cardinal Mazarrin, Plénipotentiaire du Roy Tres-Chrestien son Souverain Seigneur, pour le faire sçavoir à Sa Majesté, qu'il a une extrême douleur d'avoir depuis quelques années tenu une conduite qui a esté désagréable à Sadite Majesté; qu'il voudroit pouvoir racheter de la meilleure partie de son sang, tout ce qu'il a commis d'hostilité dedans & hors de la France, à quoy il proteste que son seul malheur l'a engagé plutôt qu'aucune mauvaise intention contre son service; & que si Sa Majesté a la generosité d'user envers luy de sa bonté Royale, oubliant tout le passé, & le retenant en l'honneur de ses bonnes grâces, il s'efforcera tant qu'il aura de vie, de reconnoître ce bienfait par une inviolable fidelité, de reparer le passé par une entiere obéissance à tous ses commandemens: Et que cependant pour commencer à faire voir par les effets qu'il peut estre presentement en son pouvoir, avec combien de passion il souhaite de rentrer en l'honneur de la bienveillance de Sa Majesté; il ne pretend rien en la conclusion de cette Paix, pour tous les intérêts qu'il y peut avoir, que de la seule bonté & du propre mouvement dudit Seigneur Roy son Souverain Seigneur; & desire même qu'il plaie à Sa Majesté de disposer pleinement & selon son bon plaisir en la maniere qu'Elle voudra, de tous les dédommagemens que le Seigneur Roy Catholique voudra luy accorder, & luy a déjà offert, soit en Estats & Pays, soit en Places ou en argent, qu'il remet tout aux pieds de Sa Majesté: En outre, qu'il est prest de licencier & congédier toutes ses Troupes, & de remettre au pouvoir de Sa Majesté, les Places de Rocroy, le Castelet, & Linchamp, dont les deux premieres luy avoient esté remises par Sadite Majesté Catholique: & qu'aussi-tôt qu'il en aura pu obtenir la permission, il enverra une personne expresse audit Seigneur Roy son Souverain Seigneur, pour luy protester encore plus precisément tous ces mêmes sentimens, & la verité de ses soumissions, donner à Sa Majesté tel Aste ou Escrit signé de luy, qu'il plaira à Sa Majesté, pour assurance qu'il renonce à toutes Lignes, Traitez & Associations qu'il pourroit avoir faites par le passé avec Sa Majesté Catholique: & qu'il ne prendra & recevra à l'avenir aucun etablissement, pension ny bienfait d'aucun Roy ou Potentat Estranger: Et enfin, que pour tous les intérêts qu'il peut avoir, en quoy qu'ils puissent consister, il les remet entiere-ment au bon plaisir & disposition de Sa Majesté, sans pretention aucune. Sadite Majesté Tres-Chrestienne ayant esté informée de tout ce dessus par sondit Plénipotentiaire, & touchée de ce procédé & soumission dudit Sieur Prince, a condescendu & consenty que ses intérêts soient terminés dans ce Traité, en la maniere qui suit, accordée & convenüe entre les deux Seigneurs Roys.

LXXX. Premierement, Que ledit Sieur Prince desarmera au plus tard dans huit semaines à compter depuis le jour de la signature du présent Traité, & licenciera effectivement toutes les Troupes, tant de Cavalerie que d'Infanterie, Françoises ou Estrangeres, qui composent le Corps d'Armée qu'il a dans les Pays-Bas, & cela en la maniere qu'il plaira à Sa Majesté Tres-Chrestienne luy ordonner; à la reserve des Garnisons de Rocroy, du Castelet & de Linchamp, lesquelles seront licentiées au temps de la restitution desdites trois Places: Et sera ledit desarmement & licencitement fait par ledit Sieur Prince, réellement & de bonne foy sans transport, prest ny vente, traye ou simulée, & d'autres Princes & Potentats quels qu'ils puissent estre Amis ou Ennemis de la France, ou de ses Alliez.

LXXXI. En second lieu, que ledit Sieur Prince enverra une personne expresse à Sa Majesté, pour luy confirmer plus particulièrement toutes les choses cy-dessus dites en son nom, donnera un Aste signé de luy à Sadite Majesté, par lequel il se soumettra à l'exécution de ce qui a esté arresté entre les deux Seigneurs Roys, pour le regard de la personne & de ses intérêts, & pour les Personnes & intérêts de ceux qui l'ont suivi: Et en consequence declarera qu'il se depart sincerement & renonce de bonne foy à toutes Lignes, Intelligences & Traitez d'Association, ou de protection, qu'il a pu faire & contracter avec Sa Majesté Catholique, ou quelconques autres Roys, Potentats, ou Princes Estrangers, & autres telles Personnes que ce puisse estre, tant au dedans que hors le Royaume de France; avec promes-

ANNO  
1659.

ANNO  
1659.ANNO  
1659.

messe de ne prendre ny recevoir en aucun temps à l'avenir, desdits Roys ou Potentats Etrangers, aucunes Penfions, ny Etablissement, ny bien-faits qui l'obligent à avoir dépendances d'eux, ny aucun attachement à quelque autre Roy, ou Potentat, qu'à Sa Majesté son Souverain Seigneur; à peine, en cas de contravention audit Etablissement, d'estre déchu dès-lors de la rehabilitation & rétablissement qui luy sont accordez par le présent Traité, & de retourner au même estat qu'il estoit à la fin du mois de Mars de la presente année.

LXXXII. En troisième lieu, Que ledit Sieur Prince en execution de ce qui a esté cy-devant arrêté & convenu entre les deux Seigneurs Roys remettra réuellement & de fait entre les mains de Sa Majesté Tres-Chrétienne, les Places de Rocroy, le Castelet & Linchamp, au temps & jour qui sera dit cy-après dans un autre Article de ce même Traité.

LXXXIII. Moyennant l'execution de ce que dessus, Sa Majesté Tres-Chrétienne, en contemplation de la Paix, & en consideration des offices de Sa Majesté Catholique, usant de sa clemence Royale, recevra sincerement & de bon cœur, ledit Sieur Prince en ses bonnes grâces, luy pardonnera, & oubliera avec la même sincerité tout ce qu'il a par le passé fait & entrepris contre son service, soit dedans ou hors le Royaume, trouvera bon qu'il revienne en France, mesme où sera la Cour de Sa Majesté: En suite de quoy Sadite Majesté remettra & rétablira ledit Sieur Prince réèlement & de fait, en la libre possession & jouissance de tous ses Biens, Honneurs, Dignitez & Privilèges de Premier Prince de son Sang; sans néanmoins, pour ce qui regarde lesdits Biens, de quelque nature qu'ils soient, que ledit Sieur Prince puisse jamais rien pretendre pour le passé, à la restitution des fruits desdits Biens, quelques personnes qui en ayant jouy par ordre de Sa Majesté, ny au payement & restitution de ses Penfions, Appointemens, ou autres Rentes & Revenus qu'il avoit sur les Domaines, Fermes ou Recettes Generales dudit Seigneur Roy; non plus que pour raison, ou sous pretexte de ce qu'il pouvoit pretendre luy estre due par Sa Majesté avant sa sortie du Royaume, ny pour les démolitions, dégradations, ou dommages faits par les ordres de Sa Majesté, ou autrement, en quelque maniere que ce soit, dans ses Biens, Villes, Places fortifiées, Seigneuries, Châteaux, Terres & Maisons dudit Sieur Prince.

LXXXIV. Et pour ce qui regarde les Charges & Gouvernemens de Provinces, ou de Places, dont ledit Sieur Prince estoit pourveu, & qu'il possédoit avant sa sortie de France, Sa Majesté Tres-Chrétienne auroit longtemps constamment refusé de l'y rétablir, jusques à ce qu'estant touchée du procédé & de la soumission cy-dessus dite dudit Sieur Prince, quand il a remis pleinement à son bon plaisir & disposition, tous ses interêts, sans pretention aucune, & tout ce qui luy estoit offert par Sa Majesté Catholique pour son dédommagement; Sadite Majesté Tres-Chrétienne s'est enfin portée à luy accorder ce qui ensuit, à certaines conditions cy-après spécifiées, dont lesdits Seigneurs Roys ont convenu, & ainsi accordé: Sçavoir est, que moyennant que le Seigneur Roy Catholique de sa part (au lieu de ce qu'il avoit intention de donner audit Sieur Prince, pour dédommagement) tire la Garnison Espagnole qui est dans la Ville, Place & Citadelle de Juliers, pour laisser ladite Place & Citadelle libres de ladite Garnison à Monsieur le Duc de Neubourg, aux conditions & en la maniere qui sera plus particulièrement cy-après spécifiée dans un autre Article du présent Traité. Comme aussi, moyennant que Sadite Majesté Catholique, outre ladite sortie de la Garnison Espagnole des Ville & Citadelle de Juliers, mette entre les mains de Sa Majesté Tres-Chrétienne, la Ville & Place d'Avennes, située entre Sambre & Meuse, avec ses appartenances, dépendances, annexes & Domaines, en la maniere que Sadite Majesté Catholique s'y est cy-dessus obligée par un Article dudit présent Traité: (Laquelle Place d'Avennes Sadite Majesté avoit aussi, entre autre chose, intention de donner audit Sieur Prince) moyennant ce que dessus, comme il est dit, c'est à dire en compensation de ladite remise & cession d'une desdites Places faites audit Seigneur Roy Tres-Chrétien, pour estre unie & incorporée à jamais à la Couronne de France, & de la sortie de la Garnison Espagnole de l'autre, en faveur d'un Prince Amy & Allié de Sa Majesté Tres-Chrétienne, qu'Elle a désiré d'obliger en vertu du Traité de ladite Alliance: Sadite Majesté Tres-Chrétienne, pour toutes choses généralement quelconques, qui peuvent concerner les Char-

ges & Gouvernemens que ledit Sieur Prince avoit possédés, ou que pouvoient avoir lieu d'espérer ceux qui luy appartenoient, sans nul excepter donner audit Sieur Prince le Gouvernement de la Province de Bourgogne & Bresse, sous lesquels s'entendent compris le Pays de Bugey, Gex & Valromay; comme aussi luy donnera les Gouvernemens particuliers du Chateau de Dijon, & de la Ville de Saint-Jean-de-Laune: & à Monsieur le Duc d'Enguien son Fils, la Charge de Grand Maître de France & de sa Maison; avec des Brevets d'affurance audit Sieur Prince, pour la conserver, en cas que ledit Sieur Duc d'Enguien vint à decéder devant luy.

LXXXV. Sadite Majesté fera expedier ses Lettres Patentes d'Abolition en bonne forme, de tout ce que ledit Sieur Prince, ses Parens, Serviteurs, Amis, Adherans & Domestiques, soit Ecclesiastiques ou Secculiers, ont & peuvent avoir fait ou entrepris par le passé contre son service, en sorte qu'il ne luy puisse jamais, ny à eux, nuire ny préjudicier en aucun temps, ny à leurs Heritiers, Successeurs & ayans cause, non plus que s'il n'estoit jamais venu. Et ne fera jamais Sadite Majesté en aucun temps, aucune recherche envers ledit Sieur Prince, ny les siens, ny envers ses Serviteurs, Amis, Adherans, & Domestiques, soit Ecclesiastiques ou Secculiers, des deniers que luy ou eux ont pris dans les Receiptes generales, ou particulieres, ou dans les Baux de ses Fermes: Et ne les obligera à aucune restitution desdits deniers, ny de toutes levées de Contributions, Impositions, Exactions sur le Peuple, & actes d'Hostilité commis dans la France, en quelque maniere que ce puisse estre: ce qui sera plus particulièrement contenu dans lesdites Lettres d'Abolition, pour l'entière sécurité dudit Sieur Prince, & de ceux qui l'ont suivi, de n'en pouvoir jamais estre recherché ny inquiété.

LXXXVI. Après que ledit Sieur Prince aura satisfait de sa part, au contenu dans les trois Articles LXXX. LXXXI. & LXXXII. du présent Traité, tous Duchez, Comtez, Terres, Seigneuries & Domaines, mesmes ceux de Clermont, Senay & Dun, comme il les avoit avant sa sortie de France, & celay de Jametz aussi, en cas qu'il l'ait eu, lesquels appartiennent cy-devant audit Sieur Prince: ensemble tous & quelconques ses autres Biens, Meubles & Immeubles, de quelque qualité qu'ils soient, en la maniere cy dessus dite, luy seront restitués réèlement & de fait, ou à ceux que ledit Sieur Prince, étant en France, commettra & deputera pour prendre en son nom la possession desdits Biens, & le servir en leur Administration. Comme aussi luy seront restitués, ou à sesdits Deputés, tous les Titres, Enseignemens, & autres Escriptions delassées au temps de sa sortie du Royaume, dans les Maisons de sesdites Terres & Seigneuries, ou ailleurs. Et sera ledit Sieur Prince reintegré en la vraye & réelle possession & jouissance de sesdits Duchez, Comtez, Terres, Seigneuries & Domaines, avec tels Droits, Autoritez & Justice, Chancellerie, Cas Royaux, Greniers, Presentations & Collations de Benefices, Nominations d'Offices, Graces & Préeminences, dont luy & ses Predecesseurs ont jouy, & comme il en jouissoit avant sa sortie du Royaume: (Bien entendu qu'il laissera Bellegarde & Montrond en l'estat qu'ils se trouvent à present.) Surquoy luy seront dépêchés, en aussi bonne forme qu'il desirera, toutes Lettres Patentes de Sa Majesté à ce nécessaires, sans qu'il puisse estre troublé, poursuivi, ny inquieté en ladite possession & jouissance, par ledit Seigneur Roy, ses Hoirs, Successeurs, ou ses Officiers, directement ny indirectement, nonobstant quelconques Donations, Unions, ou Incorporations, qui pourroient avoir esté faites desdits Duchez, Comtez, Terres, Seigneuries & Domaines, Biens, Honneurs, Dignitez, & Prérogatives de Premier Prince du Sang, & quelconques cautes derogatoires, Constitutions, & Ordonnances à ce contraires. Comme aussi, ledit Sieur Prince, ny ses Hoirs & Successeurs, pour raison des choses qu'il peut avoir faites, soit en France, y étant, soit hors du Royaume, après sa sortie, ny pour quelconques Traitez, intelligences ou diligences par luy faites & eues avec quelconques Princes & Personnes, de quelque estat & qualité qu'ils soient, ne pourront estre molestés ny inquiétés, ny tirez en cause: Mais toutes Procédures, Arrêts, mesme celuy du Parlement de Paris du vingt-sept Mars de l'année mil six cens cinquante-quatre, Jugemens, Sentences, & autres Actes, qui déjà auroient esté faits contre ledit Sieur Prince, tant en matiere civile que criminelle, si ce n'est qu'en matiere civile il ait volontairement contesté, demeureront nulles & de nulle valeur.



ANNO  
1659.

leur, & n'en fera jamais fait aucune poursuite, comme si jamais ils ne fussent avenus. Et à l'égard du Domaine d'Albret, dont ledit Sieur Prince jouissoit avant sa sortie de France, & duquel Sa Majesté a depuis disposé autrement, Elle donnera audit Sieur Prince le Domaine du Bourbonnois, aux conditions que l'échange dedit Sieur Prince avoit déjà esté ajusté avant que ledit Sieur Prince sortist du Royaume.

LXXXVII. Quant aux Parens, Amis, Serviteurs, Adherans & Domestiques dudit Sieur Prince, soit Ecclesiastiques ou Seculiers, qui ont suivi son Party, ils pourrout en consequence des Pardon & Abolition cy-dessus dits, en l'Article LXXXV. revenir en France avec ledit Sieur Prince, & établir leur séjour en tel lieu qu'ils desireront, & seront rétablis comme les autres Sujets des deux Seigneurs Roys, en la paisible possession & jouissance de leurs Biens, Honneurs & Dignitez, à l'exception & reserve des Charges, Offices & Gouvernemens qu'ils possédoient avant leur sortie du Royaume, pour jouir par eux dedit Biens, Honneurs & Dignitez, ainsi qu'ils les tenoient & possédoient; sans pouvoir néanmoins pretendre aucune restitution des jouissances du passé, soit de ceux à qui Sa Majesté en auroit fait don, soit en quelque autre maniere que ce soit; comme pareillement seront rétablis en leurs Droits, noms, raisons, Actions, Successions & Heritages à eux survenus, ou aux Enfans & Veuves des defunts, pendant leur absence du Royaume, comme aussi leurs meubles délaissez leur seront restitués, s'ils se trouvent en nature: Et Sa Majesté, en contemplation de la Paix, declare nulle & de nulle valeur & effet (hors pour le regard de leurdites Charges, Offices & Gouvernemens) toutes Procedures, Arrests, memes celui du Parlement de Paris du vingt-sept Mars mil six cent cinquante-quatre, Sentences, Jugemens, Adjudications, Donations, Incorporations, & autres Actes, qui contre eux ou leurs Heritiers, pourroient avoir esté faits, pour raison d'avoir suivy le Party dudit Sieur Prince, & ce tant en matiere civile que criminelle, si ce n'est en matiere civile, qu'ils ayent volontairement contesté, sans qu'eux ny leurs Hoirs, puissent jamais en estre recherchez, troublez ou inquietez. Sur toutes lesquelles choses cy-dessus dites, Sa Majesté Tres-Christienne fera expedier, tant audit Sieur Prince, qu'à ses Parens, Serviteurs, Amis, Adherans & Domestiques, soit Ecclesiastiques, ou Seculiers, toutes Lettres Patentes nécessaires, contenant ce que dessus, en bonne & saine forme; lesquelles Lettres Patentes leur seront remises, quand ledit Sieur Prince aura accompli de sa part, le contenu aux trois Articles LXXX. LXXXI. & LXXXII. du present Traité.

LXXXVIII. En conformité de ce qui est contenu en l'Art. LXXXIV. du present Traité, par lequel la Maj. Tres-Christienne s'oblige de donner audit Sieur Duc d'Enguieu son Fils, les Gouvernemens & la Charge qui y sont spécifiés; la Maj. Catholique promet & s'oblige de sa part, en foy & parole de Roy, de faire sortir de la Ville, Citadelle ou Chateau de Julliers, la Garnison Espagnole qui est dans ladite Ville, Citadelle ou Chateau, & les autres Troupes qui y auroient entré depuis peu, ou y pourroient de nouveau entrer, pour renforcer la Garnison, laissant dans ladite Ville & Citadelle l'Artillerie qui sera marquée aux Armes de la Maison de Cleves, ou de Julliers; ou qui luy aura appartenu & pour le reste de ladite Artillerie, Armes, Munitions & Instrumens de Guerre, que Sadite Majesté a dans ladite Ville & Citadelle, Elle les pourra faire tirer; laissant ladite Ville, Citadelle ou Chateau de Julliers à M. le Duc de Neubourg, ou à ceux qui auront charge de luy de la recevoir, en la même qualité qu'il a la possession de l'Estat de Julliers: Ledit Sieur Duc mettant auparavant entre les mains de Sa Majesté Catholique, un Escrit en bonne forme, signé de sa main, & à la satisfaction de Sadite Maj. Catholique, par lequel il s'oblige de ne pouvoir vendre, alienier ny engager ladite Ville, Citadelle ou Chateau à aucun ni aucune autres Princes ou Personnes particulières, & qu'il n'y mettra, ny établira aucune Garnison que de ses propres Forces: Comme aussi d'accorder à Sadite Majesté Catholique, quand elle en aura besoin, le passage de ses Troupes, pour par ladite Ville soit par l'Estat de Julliers; Sadite Majesté payant à ses frais la dépense des passages dedit Troupes, qui se feront à journées réglées & marches raisonnables, sans pouvoir séjourner dans le Pais; & ledit Sieur Duc prenant en telles occasions les precautions nécessaires pour la seureté de ladite Ville & Citadelle: Et en cas que ledit Sieur Duc manquât d'accomplir ce à quoy il sera obligé, tant de n'alienier, que

de ne mettre aucune autre Garnison dans ladite Place & Citadelle que la sienne propre, ou qu'il refusât de donner passage aux Troupes de Sa Majesté Catholique, en payant; ledit Seigneur Roy Tres-Christien promet, en foy & parole de Roy, de ne point assister ledit Sieur Duc, d'argent, ny de Gens de Guerre, ny en aucune autre maniere, par foy-même, ou par Personnes interposées, pour soutenir ladite contravention; & qu'au contraire, il donnera ses propres Forces, s'il est nécessaire, pour l'accomplissement de ce qui a esté dit cy-dessus.

LXXXIX. Il a esté expressément convenu & arrêté entre ledits Plenipotentiaires, que les réservations contenues aux Articles XXI. & XXII. du Traité de Vervins, auront leur plein & entier effet, sans qu'on puisse apporter aucune explication contraire à leur véritable sens: & en consequence d'icelle, qu'audit Seigneur Roy Tres-Christien, de France & de Navarre, les Successeurs, & ayans cause, sont reservez, nonobstant quelque prescription ou laps de temps que l'on peut alleguer au contraire, tous les Droits, Actions, & Pretentions qu'il entend luy appartenir, à cause dedit Royaumes, Pais & Seigneuries, ou autrement ailleurs, pour quelque cause que ce soit; auxquels n'a esté par luy ou par ses Predecesseurs expressément renoncé, pour en faire poursuite par voye amiable & de Justice, & non par les Armes.

XC. Seront aussi reservez audit Seigneur Roy Catholique des Espagnes, ses Successeurs, & ayant cause, nonobstant quelque prescription & laps de temps qu'on peut alleguer au contraire, tous les Droits, Actions, & pretentions qu'il entend luy appartenir, à cause dedit Royaumes, Pais, & Seigneuries, ou autrement ailleurs, pour quelque cause que ce soit, auxquels n'auroit esté par luy, ou par ses Predecesseurs Roys expressément renoncé, pour aussi en faire poursuite par voye amiable, & de Justice; & non par les Armes.

XCI. Comme ledit Sieur Cardinal Mazarini, Plenipotentiaire de Sa Majesté Tres-Christienne, auroit remontré, que pour mieux parvenir à une Paix, il est nécessaire que Monsieur le Duc de Savoye, lequel s'est mêlé en cette Guerre, joignant ses Armes à celles de la Couronne de France, dont il est Allié, soit compris au present Traité: Sa Majesté Tres-Christienne affectonnant le bien & la conservation dudit Sieur Duc, comme la sienne propre, pour la proximité du Sang & Alliance dont il luy appartient: & Sa Majesté Catholique ayant trouvé raisonnable que ledit Sieur Duc soit compris en cette Paix, sur les instances & par l'interposition de Sa Majesté Tres-Christienne, il a esté arrêté & convenu qu'il y aura à l'avenir cessation de toutes fortes d'actes d'hostilité, tant par Mer & autres Eaux, que par Terre, entre Sa Majesté Catholique, & ledit Sieur Duc de Savoye, leurs Enfans & Heritiers, Successeurs nais & à naître, leurs Etats, Dominations, Seigneuries, rétablissement d'Amitié, Navigation & Commerce, & bonne correspondance entre les Sujets de Sadite Majesté & dudit Sieur Duc, sans distinction de lieux ny de personnes: & seront ledits Sujets rétablis, sans difficulté ny delay, dans la libre & paisible jouissance de tous les Biens, Droits, Noms, Raisons, Pensions, Actions, Immunités & Privileges, de quelque nature qu'ils soient, qu'ils possédoient dans les Etats de l'un & de l'autre, avant la presente Guerre, ou qui leur seroient échus pendant qu'elle a duré, & qui leur auroient esté saisis à l'occasion d'icelle; sans pouvoir néanmoins pretendre ny demander aucune restitution des jouissances du passé, pendant la Guerre.

XCII. En consequence de ladite Paix, & en consideration des offices de Sa Majesté Tres-Christienne, ledit Seigneur Roy Catholique restituera audit Sieur Duc de Savoye, réèlement & de fait, la Ville, Place & Chateau de Vercell, & tout son Territoire, appartenances, dépendances & annexes, sans qu'on puisse rien démolir, ny endommager les Fortifications qui y ont été faites, & au même estat, pour l'Artillerie, Munitions de Guerre, vivres & autres choses, qu'estoit ladite Place, lors que ledit Vercell fut pris par les Armes de Sa Majesté Catholique. Et pour le lieu de Cencio dans les Langues, il sera aussi rendu audit Sieur Duc de Savoye, en l'estat qu'il se trouve presentement, avec ses dépendances & annexes.

XCIII. Quant à la Dot de la feuë Serenissime Infante Catherine, pour raison de laquelle il y a différent entre les Maisons de Savoye & de Modene; Sa Majesté Catholique promet & s'oblige de faire payer effectivement à Monsieur le Duc de Savoye, les arrerages qui peuvent estre deus à sa Maison, depuis que ladite Dot fut constituée, jusques au dix-sept Decembre de l'an-

ANNO  
1659

ANNO née mil six cent vingt, que le feu Duc Charles Emanuel de Savoye donna en Appanage ladite Dot au feu Prince Philibert son Fils, suivant ce qui sera verifié de cette dette, par les Livres de la Chambre Royale du Royaume de Naples. Et pour le payement à l'avenir, du courant de ladite Dot, & d'autres arrearages, il en sera usé ainsi qu'il est disposé plus bas par autre Article du present Traité.

XCIV. Et d'autant que les divisions ou pretentions contraires des Maisons de Savoye & de Mantouë ont plusieurs fois excité des troubles dans l'Italie pour les assistances que les deux Seigneurs Roys ont donné en divers temps, chacun à son Allié; afin de ne laisser à l'avenir aucun sujet ny pretexte, qui puisse de nouveau alterer la bonne intelligence & amitié de leurs Majestez: Il a esté convenu & accordé, pour le bien de la Paix, que les Traitez faits à Querafque en l'année mil six cent trente & un, sur les differents desdites Maisons de Savoye & de Mantouë, seront executez selon leur forme & teneur: Et Sa Majesté Catholique promet & engage fa foy, & parole Royale, de ne s'opposer jamais, ny faire chose contraire, en aucune maniere, ausdits Traitez, ny à leurs executions, pour quelque raison, action & pretexte que ce puisse estre, & de ne donner aucune assistance ny faveur, directement ny indirectement, de quelque sorte que ce soit, à aucun Prince qui voullust contrevenir ausdits Traitez de Querafque: Dont Sa Majesté Tres-Christienne pourra soutenir l'observation & execution, de son autorité, & s'il est nécessaire, de ses Armes, sans que Sa Majesté Catholique puisse employer les siennes pour l'empêcher: nonobstant le contenu au troisieme Article du present Traité, auquel il est expressément derogé par celly-cy, pour ce regard seulement.

XCv. Comme le different qui reste entre ledits Sieurs Ducs de Savoye & de Mantouë, sur la Dot de la feuë Princeffé Marguerite de Savoye, Ayecule dudit Sieur Duc de Mantouë, n'a pu estre accommodé en diverses Conférences, que les Commissaires desdits Sieurs Ducs ont eu sur cette matiere, tant en Italie qu'en ce lieu-cy, en presence desdits Sieurs Plenipotentiaires de Leurs Majestez, a raison du trop grand éloignement des pretentions de l'un, & des exceptions de l'autre; en sorte qu'ils n'ont pu convenir avant la conclusion de cette Paix, qui n'a pas due estre retardée pour ce seul interest: Il a esté attesté & accordé, que ledits Sieurs Ducs feront assembler leurs Commissaires en Italie dans trente jours après la signature de ce Traité (& plutôt s'il se peut) au lieu qui sera concerté entre le Sieur Duc de Navailles, & en son absence l'Ambassadeur du Roy Tres-Christien en Piedmont, & le Sieur Comte de Fuenfaldafia, ou en la maniere qu'ils jugeront plus à propos, afin qu'avec l'intervention des Ministres des deux Seigneurs Roys, qui pourra contribuer beaucoup à faciliter & avancer cet accord, ils travaillent à l'ajustement de cette affaire; en sorte que dans quarante jours depuis qu'ils seront assemblez, ledit ajustement soit conclu, & que les Parties ayent convenu de la somme qui est dueë. Et en cas que cette nouvelle Conference ne produise pas l'effet qu'on pretend avant le Printemps, que les deux Plenipotentiaires des deux Seigneurs Roys, se trouveront encore ensemble en cette même Frontiere des deux Royaumes: Leurs Majestez alors ayant la connoissance que leur auront donnée leurs Ministres, des raisons de part & d'autre, & des expediens qui auront été proposez, prendront celuy qui leur semblera juste & raisonnable, pour moyenner l'accommodement de cette affaire à l'amiable; & en sorte que ledits Sieurs Ducs puissent & doivent demeurer avec satisfaction commune: Et leursdites Majestez concourront après uniformement, à procurer que ce qu'elles auront déterminé s'execute, afin qu'il ne reste aucun motif qui puisse alterer la tranquillité publique d'Italie.

XCvi. Et d'autant que depuis le deceds de feu Monsieur le Duc de Modene, arrivé en Piedmont l'année dernière mil six cent cinquante-huit, Sa Majesté Catholique a été informée par ses Ministres en Italie, que Monsieur le Duc de Modene son Successeur, a temoigné du déplaisir des choses qui se sont passées durant cette Guerre, & avoit ferme intention de rendre Sadite Majesté satisfaite de luy & de ses actions, & de meriter par sa conduite sa bienveillance Royale, ayant fait ledit Sieur Duc à cette fin divers offices près du Sieur Comte de Fuenfaldafia, Gouverneur & Capitaine General dans l'Etat de Milan: En cette consideration, & de l'entremise du Roy Tres-Christien, Sa Majesté Catholique reçoit dès à present en fa bonne

grace, la Personne & Maison dudit Sieur Duc, lequel dorenavant vivra & procedera en bonne & libre Neutralité avec les deux Couronnes de France & d'Espagne, & ses Sujets pourront avoir & tenir dans les Etats de chacune desdites Couronnes, un Commerce libre; & jouiront ledit Sieur Duc & sesdits Sujets, des rentes & graces qu'ils auroient obtenu, ou pourroient cy-après obtenir de Leurs Majestez, comme ils avoient accoustumé de jouir, sans difficulté, avant le mouvement des Armes.

XCvii. De la même maniere Sa Majesté Catholique a consenti & accordé, de ne plus envoyer dans la Place de Correggio, la Garnison qu'Elle avoit accoustumé par le passé d'y tenir; en sorte que la possession de ladite Place de Correggio, demeure libre de ladite Garnison: Et mêmes, pour plus grande seureté & avantage dudit Sieur Duc, Sa Majesté Catholique promet de faire des offices tres pressans auprès de l'Empereur, à ce qu'il ait agreable d'accorder audit Sieur Duc, à sa satisfaction, l'Investiture dudit Etat de Correggio, comme l'avoient les Princes dudit Correggio.

XCviii. Quant à la Dot de la feuë Serenissime Infante Catherine, assignée sur la Dotane de Fola, dans le Royaume de Naples, en quarante-huit mil ducats de revenu annuel, ou telle autre quantité qui paroistrà par les Livres de la Chambre Royale de ce Royaume-là, pour raison de laquelle Dot il y a different entre Monsieur le Duc de Savoye, & Monsieur le Duc de Modene; Sa Majesté Catholique demeurant d'accord, sans aucune difficulté, de la devoir, & ayant intention de la payer à celuy desdits Sieurs Ducs, auquel la propriété de ladite Dot sera adjugée par Justice, ou à qui elle demeurera par Convention particuliere qu'ils pourroient faire entr'eux: Il a esté accordé & convenu, que Sadite Majesté Catholique remettra presentement les choses concernant ladite Dot, au même estat qu'elles estoient lors que le payement de ladite Dot a cessé de courir, à l'occasion de la prise des Armes: C'est à dire que si en ce temps là, les deniers de ladite Dot estoient sequestrez, ils le seront encore à l'avenir, jusques à ce que le different desdits Sieurs Ducs soit terminé par Jugement définitif en Justice, ou par accord entr'eux: Et si au temps susdit, ledit feu Sieur Duc de Modene se trouvoit en possession de jouir de ladite Dot sans que les deniers en fussent sequestrez, Sa Majesté Catholique continuera dès à present à la faire payer audit Sieur Duc de Modene son Fils, tant les arrearages qui se trouveront estre dus par le passé, que le courant, à l'avenir, du revenu de ladite Dot; rabattant néanmoins sur ledits arrearages, toute la jouissance du temps que la Maison de Modene a eue les Armes à la main contre l'Etat de Milan. En ce dernier cas, demeureront cependant audit Sieur Duc de Savoye, toutes ses raisons, droits & actions pour les poursuivre en Justice & faire declarer à qui appartient la propriété de ladite Dot: après lequel Jugement ou Convention particuliere, qui pourroit intervenir entre ledits Sieurs Ducs, Sa Majesté payera, sans difficulté, le revenu de ladite Dot à celuy d'entr'eux à qui elle se trouvera appartenir par Sentence definitive en Justice, ou par accommodement volontaire fait entre ledits deux Sieurs Ducs de Savoye & de Modene.

XCix. Et d'autant que les deux Seigneurs Roys ont considéré que les differents des autres Princes leurs Amis & Adherans, les ont souvent tirez malgré eux, & les Roys leurs Predecesseurs de glorieuse Memoire, à la prise des Armes: Leurs Majestez desirans autant qu'il est en leur pouvoir, d'oster par la presente Paix, en toutes parts, les moindres sujets de dissension, afin d'en mieux affermir la durée, & notamment le repos de l'Italie, qui a souvent esté troublé par des differents particuliers arrivez entre les Princes qui y possédoient des Etats; Les deux Seigneurs Roys ont convenu & accordé, qu'ils interposeroient de concert, sincerement & pressamment, leurs offices & supplications auprès de Notre Saint Pere le Pape, jusques à ce qu'ils ayent pu obtenir de sa Sainteté, qu'Elle ait pour agreable de faire terminer sans delay, par accord ou par Justice, le different que ledit Sieur Duc de Modene a depuis si longtemps avec la Chambre Apostolique, touchant la propriété & la possession des Vallées de Comachio: se promettans ledits Seigneurs Roys, de la souveraine équité de sa Sainteté, qu'Elle ne refusera pas la juste satisfaction qui sera dueë à un Prince, dont les Ancêtres ont tant mérité du Saint Siege, & lequel dans un tres-considerable interest, a consenti jusques icy, de prendre ses Parties mêmes pour les Juges.

C. Ledits deux Seigneurs Roys, par la même considé-

ANNO 1659.



ANNO  
1659.

sideration d'arracher la semence de tous les differents qui pourroient troubler le repos de l'Italie, ont aussi convenu & accordé qu'ils interposeroient, de concert, sincèrement & pressamment, leurs offices & leurs supplications auprès de Nostre Saint Pere le Pape, jusques à ce qu'ils aient pu obtenir de la Sainteté, la Grace que leurs Majestez luy ont allez souvent demandée separement, en faveur de Monsieur le Duc de Parme, à ce qu'il ait la faculté d'acquiescer en divers intervalles convenables de temps, la dette qu'il a contractée envers la Chambre Apostolique, en la même maniere de differens intervalles, & que par ce moyen, & avec l'engagement ou l'alienation de partie de ses Estats de Calatro & de Ronciglione, il puisse trouver l'argent qui luy est nécessaire pour se conserver la possession du reste desdits Estats: ce que leurs Majestez esperent de la bonté de sa Sainteté, non moins pour le desir qu'Elle aura de prévenir toutes les occasions de discord dans la Chrestienté, que de sa disposition à favoriser une Maison qui a tant mérité du Saint Siege Apostolique.

CI. Ledits Seigneurs Roys élimines ne pouvoir mieux reconnoître envers Dieu la grace qu'ils ont reçue de sa seule souveraine Bonté, qui leur a inspiré les desirs, & ouvert les moyens de se pacifier ensemble, & de donner le repos à leurs Peuples, qu'en s'appliquant & travaillant de tout leur pouvoir, à procurer & conserver le même repos à tous les autres Estats Chrestiens, dont la tranquillité est troublée, ou est à la veille de s'alterer; leurs Majestez voyant, avec grand déplaisir, la disposition presente de l'Allemagne, & des autres Pays du Nord, où la Guerre est allumée, & qu'elle peut encore s'enflammer dans l'Empire par les divisions de ses Princes & Estats; ont convenu, demeuré d'accord, & resolu d'envoyer sans delay leurs Ambassadeurs, ou faire agir ceux qu'ils ont déjà dans l'Empire, de commun concert, pour ménager en leur nom & par leur entremise, un bon & prompt accommodement, tant de tous les differens qui peuvent troubler le repos de l'Empire, que de ceux qui depuis quelques années ont causé la Guerre dans les autres parties du Nord.

CII. Et d'autant que l'on apprend, que nonobstant l'accommodement qui fut fait il y a quelques années, des divisions survenues alors, entre les Cantons des Lignes de Suisses Catholiques & Protestans, il reste encore sous la cendre des étincelles de ce feu, qui pourroient, si on ne les éteint entièrement, se rallumer, & causer de nouveaux troubles & dissensions entre ces Peuples - là alliez avec les deux Couronnes; les deux Seigneurs Roys ont jugé nécessaire de s'appliquer de leur part, à la prevention de ce danger, autant qu'il sera en leur pouvoir, avant que les choses empirent. Partant il a été accordé & convenu entre leurs Majestez, qu'Elles envoyeroient sur ce sujet des Ministres particuliers, chacun aux Cantons de ses Alliances (si ce n'est qu'ils jugent que ceux qu'ils y tiennent d'ordinaire, suffisent pour la fin qu'ils se proposent) avec ordre, qu'après s'être exactement informés des motifs & causes qui donnent lieu à la mes-intelligence & des-union de ladite Nation, ils s'assembleront & travailleront uniformément & de concert, à y procurer la concorde, & à faire que toutes choses y retournent à la Paix, au repos & à la Fraternité, avec laquelle lesdits Cantons avoient accoustumé de vivre ensemble par le passé: faisans entendre à leurs Superieurs la satisfaction que leurs Majestez en recevront, pour l'affection qu'Elles portent à leur Estat, & combien ce retablissement d'union leur sera agreable, pour le desir qu'Elles ont de leur bien, & de la tranquillité publique.

CIII. Les differends survenus aux Pays des Grisons, sur le fait de la Valteline, ayans diverses fois obligé les deux Roys, & autres Princes, de prendre les Armes; Pour éviter qu'à l'avenir ils ne puissent alterer la bonne intelligence de leurs Majestez, il a été accordé, que dans six mois après la publication du present Traité, & après qu'on aura été informé de part & d'autre, de l'intention des Grisons, touchant l'observation des Traitez cy-devant faits; il sera convenu amiablement, entre les deux Couronnes, de tous les interets qu'elles peuvent avoir en cette affaire, & que pour cet effet chacun desdits Seigneurs Roys donnera Pouvoir suffisant d'en traiter, à l'Ambassadeur qu'il enverra à la Cour de l'autre après la publication de la Paix.

CIV. Monsieur le Prince de Monaco sera remis sans delay, en la paisible possession de tous les biens qui luy appartiennent, & dont il jouissoit avant la

Guerre, dans le Royaume de Naples, Duché de Milan, & autres de l'obeissance de sa Majesté Catholique, avec liberté de les aliener comme bon luy semblera: par Vente, Donation, ou autrement: sans qu'il puisse estre troublé ny inquieté en la jouissance d'iceux, pour s'être mis sous la protection de la Couronne de France, ny pour quelque autre sujet ou pretexte que ce soit.

CV. Il a été pareillement accordé & convenu, que sa Majesté Catholique payera comptant à la Dame Duchesse de Chevreuse, la somme de cinquante-cinq mille Philippes, de dix Reaux piece, qui valent cent soixante-cinq mille livres, monnoye de France, & ce pour le prix des Terres & Seigneuries de Kerpein & Lommerfein, avec les Aydes & dépendances desdites Terres, que ladite Duchesse avoit acquises de Sa Majesté Catholique, suivant les Lettres Patentes de Sadite Majesté, du deuxième Juin 1646. desquelles Terres & Seigneuries, ladite Dame a été depuis dépossédée par les Ministres de Sa Majesté Catholique, à l'occasion de la presente Guerre, & Sadite Majesté en a disposé en faveur de Monsieur l'Electeur de Cologne. Et se fera ledit payement de cinquante-cinq mille Philippes, de dix Reaux piece, par sa Majesté Catholique, à la Dame Duchesse de Chevreuse, en deux termes, le premier dans six mois, à compter du jour & date des Presentes, & le second six mois après, en sorte que dans un an elle ait reçu toute la somme.

CVI. Tous les Prisonniers de Guerre, de quelque condition & Nation qu'ils soient, estans detenus de part & d'autre, seront mis en liberté, en payant leurs dépenses, & ce qu'ils pourroient d'ailleurs justement devoir, sans estre tenus payer aucune rançon, si ce n'est qu'ils en aient convenu: auquel cas les Traitez faits avant ce jour seront executez selon leur forme & teneur.

CVII. Tous autres Prisonniers & Sujets desdits Seigneurs Roys, qui par la calamité de Guerre, pourroient estre detenus aux Galeres de leurs Majestez, seront promptement delivrez & mis en liberté, sans aucune longueur, pour quelque cause & occasion que ce soit, & sans qu'on leur puisse demander aucune chose pour leur rançon, ou pour leur dépense. Comme aussi, seront mis en liberté, en la même maniere, les Soldats François qui se trouveront estre prisonniers dans les Places que la Majesté Catholique possède aux Costes d'Afrique; sans qu'on leur puisse demander, comme il est dit, aucune chose pour leur rançon, ou pour leur dépense.

CVIII. Moyennant l'entiere observation de tout ce que dessus, il a été convenu & accordé, que le Traité fait à Vervins en l'an 1598. est de nouveau confirmé & approuvé par lesdits Plenipotentiaires, en tous ses Points, comme s'il estoit inséré icy de mot à mot, & sans innover aucune chose en iceluy, ny aux autres precedens, qui tous demeureront en leur entier, en tout ce à quoy il n'est point dérogé par le present Traité.

CIX. Et pour le regard des choses contenues audit Traité de 1598. & au precedent fait en l'année 1559. qui n'ont été executez, suivant ce qui est porté par iceux, l'execution en sera faite & parachevée, en ce qui reste à executer: Et pour cet effet, seront deputez Commissaires de part & d'autre, dans deux mois, avec Pouvoir suffisant pour pouvoir convenir ensemble dans le delay qui sera accordé d'un commun consentement, de toutes les choses qui seront à executer, tant pour ce qui concerne l'intérêt desdits Seigneurs Roys, que pour celuy des Communautés & particuliers leurs Sujets, qui auront à faire quelques demandes ou plaintes d'un côté ou d'autre.

CX. Lesdits Commissaires travailleront aussi, en vertu de leursdits Pouvoirs, à regler les limites, tant entre les Estats & Pays qui ont appartenu d'ancienneté ausdits Seigneurs Roys, pour raison desquels il y a eu quelque contestation, qu'entre les Etats & Seigneuries qui doivent demeurer à chacun d'eux, par le present Traité, dans les Pays-Bas; Et sera particulièrement faite par lesdits Commissaires, la separation des Chastellenies, & autres Terres & Seigneuries, qui doivent demeurer audit Seigneur Roy Tres-Christien, d'avec les autres Chastellenies, Terres & Seigneuries qui demeureront audit Seigneur Roy Catholique; en sorte qu'il ne puisse arriver cy-apres de contestation pour ce sujet; & que les Habitans & Sujets de part & d'autre, ne puissent estre inquietez. Et en cas qu'on ne puisse s'accorder sur le contenu au present Article & au precedent, il sera convenu d'Arbitres, lesquels prendront

ANN  
1659

ANNO prendront connoissance de tout ce qui sera demeuré  
659. incisés entre ledits Commissaires; & les Jugemens qui  
seront rendus par ledits Arbitres seront exécutez de  
part & d'autre, sans aucune longueur ny difficulté.

CXII. Pour la satisfaction & paiement de ce qui se  
peut devoir de part & d'autre; pour les rançons des  
Prisonniers, & pour les dépenses qu'ils ont faites du-  
rant leur Prison, depuis la naissance de cette Guerre  
jusqu'au jour de la presente Paix, en conformité des  
Traitez qui ont été faits d'échange desdits Prisonniers,  
& notamment celui de l'année mil six cent quarante-  
six, qui se fit à Soissons, le Marquis de Castell-Rodrigo  
étant Gouverneur des Pays-Bas, il a été convenu &  
accordé, que l'on payera comptant presentement de  
part & d'autre, les dépenses des Prisonniers qui sont  
déjà sortis ou doivent sortir, en vertu de la presente  
Paix, sans rançon; & qu'à l'égard des autres Prison-  
niers qui sont sortis, en vertu des Traitez particuliers  
d'échanges qui ont été faits pendant la Guerre, avant  
ledit present Traité, il sera nommé des Commissaires  
de part & d'autre, un mois après l'échange des Ratifica-  
tions du present Traité, lesquels s'assembleront dans le  
lieu dont on conviendra, du costé de Flandres; où  
l'on portera aussi les comptes touchant les Prisonniers  
qui ont été faits aux Royaumes de Naples & de Sicile,  
& leurs dépendances, dans l'Etat de Milan & le Pied-  
mont, dans la Principauté de Catalogne & Comtez de  
Roussillon & de Cerdania, & autres endroits d'Espagne,  
autre ce qui regarde les Frontieres de France, avec les  
Pays-Bas: & les Comptes estans par eux ajuitez & ar-  
restez, tant de leurs dépenses pour leur nourriture, que  
pour leurs rançons, en la maniere qui a été pratiquée  
aux autres Traitez de cette nature; celui des deux Sei-  
gneurs Roys, qui se trouvera par l'arresté desdits comp-  
tes estre debiteur de l'autre, s'oblige de payer comptant,  
de bonne foy & sans delay, à l'autre desdits Seigneurs  
Roys, les sommes d'argent dont il sera demeuré debite-  
ur envers luy, pour les dépenses & rançons desdits  
Prisonniers de Guerre.

CXIII. Comme il pourra arriver que les Personnes  
particulieres interessées des deux costez, en la restitution  
des Biens, dans la jouissance & propriété desquels ils  
doivent rentrer, en vertu du present Traité, rencontrent  
sous divers pretextes, des difficultés & de la resis-  
tance en leur établissement, de la part de ceux qui  
sont aujourd'hui en possession desdits Biens, ou qu'il  
naisse d'autres embarras à l'entiere execution de ce qui  
a été dit cy-dessus: il a été convenu & accordé, que  
ledits Seigneurs Roys deputeront chacun un de leurs  
Ministres en la Cour de l'autre, & en d'autres endroits  
s'il est nécessaire, afin qu'entendant conjointement au  
lieu où s'assembleront ledits Ministres, les Personnes  
qui s'adresseront à eux sur cette matiere, & prenaient  
connoissance du contenu aux Articles de ce Traité, &  
de ce que les Parties leur representent, ils déclarent  
ensemble de bon accord, brièvement & sommairement,  
sans autre forme de Justice, ce qui devra estre exécuté,  
donnant l'Acte & Instrument nécessaire de leur déclara-  
tion; lequel Acte devra estre accompli, sans ad-  
mettre ny laisser lieu à aucune contradiction ou re-  
pliche.

CXIII. L'exécution de la presente Paix, en ce qui  
regarde la restitution ou remise des Places que les deux  
Seigneurs Roys se doivent rendre & mettre en main,  
respectivement l'un à l'autre, ou à leurs Alliez, en  
vertu & en conformité de ce Traité, se fera au temps  
& en la maniere suivante.

CXIV. Premièrement, sans attendre l'échange des  
Ratifications du present Traité, afin que les Troupes  
qui composent l'Armée du Roy Tres-Chretien, & les  
Garnisons des Places qu'il tient en Italie, puissent res-  
passer les Monts avant que les glaces en bouchent les  
passages, ledits deux Plenipotentiaires ont convenu &  
accordé; qu'ils se chargent de faire envoyer incessam-  
ment par Courier exprés, les ordres de leurs Majestez,  
respectivement au Sieur Duc de Navaille & au Sieur  
Comte de Fuenfaldana; comme aussi au Sieur Marquis  
de Caracene, pour ce qui le regarde, pour faire le tren-  
tième jour du present mois de Novembre, les restitu-  
tions suivantes: A sçavoir, seront ledit jour rendus  
par le Seigneur Roy Tres-Chretien à sa Majesté Catho-  
lique, les Places de Valence sur le Po, & de Mortara  
dans l'Etat de Milan. Comme pareillement le mesme  
jour trentième Novembre, seront rendus par le Sei-  
gneur Roy Catholique à Monsieur le Duc de Savoye,  
la Place & Chadelie de Vercell dans le Piedmont: & du  
costé des Pays-Bas, la Place du Castellet, à Sa Majesté  
Tres-Chrestienne. Ledits Seigneurs Plenipotentiaires

ayans pris sur eux, en vertu des Ordres particuliers  
qu'ils ont eu de leurs Majestez sur ce sujet, la ponc-  
tuelle execution de cet Article, avant, comme il est  
dit, l'échange des Ratifications du present Traité.

CXV. L'échange des Ratifications ayant été faite  
dans le jour qui sera dit cy-après, le vingt-septième jour  
de Decembre de la presente année, seront par ledit Sei-  
gneur Roy Tres-Chretien, rendus à sa Majesté Catho-  
lique les Places d'Oudenarde, Marville, Menene &  
Comine sur la Lis, Dixmude, & Furne, avec les Pos-  
tes de la Fintelte & de la Quoenoque: Comme pareille-  
ment le mesme jour vingt-jeuvième Decembre, seront  
par ledit Seigneur Roy Catholique, rendus à sa Majesté  
Tres-Chrestienne, les Places de Rocroy & Linchamp.

CXVI. Huit jours après, qui sera le quatrième Jan-  
vier de l'année prochaine 1660. seront rendus par le  
Seigneur Roy Tres-Chretien à sa Majesté Catholique,  
les Places d'Ypres, la Bassée, Bergue-Saint-Vinox, &  
son Fort-Royal, & tous les Postes, Villes, Forts, &  
Châteaux, que les Armes de France ont occupez dans  
le Principat de Catalogne, à la reserve de Roses, Fort  
de la Trinité, & Cap de Quiers: Comme pareille-  
ment le mesme jour quatrième Janvier, seront par ledit Sei-  
gneur Roy Catholique, rendus & mises entre les  
mains & pouvoir de Sa Majesté Tres-Chrestienne,  
les Places de Hefdin, de Philippeville, & de Marien-  
bourg.

CXVII. Après que Monsieur le Prince de Condé  
aura rendu ses respects au Roy Tres-Chretien son  
Souverain Seigneur, & esté reitabli en l'honneur de  
ses bonnes graces; les Places d'Avennes & de Juliers,  
seront par ledit Seigneur Roy Catholique remises entre  
les mains & au pouvoir de Sa Majesté Tres-Chretien-  
ne, & de Monsieur le Duc de Neubourg. Et le mes-  
me jour ledit Seigneur Roy Tres-Chretien restituera à  
Sa Majesté Catholique, les Postes, Villes, Forts, &  
Châteaux, que la France a occupez en la Comté de  
Bourgogne, en la maniere & au temps que leurdis-  
tes Majestez en ont plus particulièrement convenu.

CXVIII. Presuppofé, & à condition que les Com-  
missaires qui auront été deputez pour declarer les Lieux  
qui devront appartenir à chacun des deux Seigneurs  
Roys, dans les Comtez & Vigueries de Conflans & de  
Cerdania, auront auparavant convenu, & fait de com-  
mun accord la declaration qui doit regler à l'avenir les  
limites des deux Royaumes: comme aussi que toutes  
les restitutions cy-dessus dites, auront esté ponctuelle-  
ment accomplies, sa Majesté Tres-Chrestienne, le cin-  
quième jour de May de l'année prochaine 1660 resti-  
tuera à sa Majesté Catholique, les Places & Ports de  
Roses, Fort de la Trinité, Cap de Quiers, aux con-  
ditions plus particulièrement accordées entre leurs Ma-  
jestez.

CXIX. Il a esté accordé pareillement & convenu,  
que dans l'échange cy-dessus dit, qui sera fait de la Bas-  
sée & de Berg Saint-Vinox, & son Fort Royal, avec  
Philippeville & Marienbourg, il sera laissé dans lesdi-  
tes Places, autant d'Artillerie, tant en nombre que de  
mesme poids & calibre dans les unes que dans les au-  
tres: comme aussi autant de Munitions de Guerre de  
toutes sortes, & de bouche, dont les Commissaires de-  
puter de part & d'autre, conviendront de bonne foy,  
& le seront exécuter: de maniere que ce qui se trou-  
vera de plus dans les unes que dans les autres, pourra estre  
tiré desdites Places, & transporté ailleurs, où bon sem-  
blera aux Commissaires de celui des deux Seigneurs  
Roys, à qui cette plus grande quantité de choses susdi-  
tes se trouvera appartenir.

CXX. Leurdis Majestez ont pareillement conve-  
nu, accordé, resolu & promis, sur leur foy & parole  
Royale, d'envoyer chacune de la part, leurs ordres aux  
Generaux de leurs Armées, ou Gouverneurs de leurs  
Armes, Provinces & Pais, afin qu'ils tiennent la main  
à l'exécution desdites restitutions respectives de Places,  
aux jours certains qui ont été cy-dessus prefix, concer-  
tant ensemble de bonne foy. les moyens, & toutes au-  
tres choses qui peuvent regarder la fidelle execution de  
ce qui a esté promis & arrêté entre leurdis Majestez,  
en la maniere & au temps qui a esté dit.

CXXI. Monsieur le Duc Charles de Lorraine ac-  
ceptant, pour ce qui le regarde, la presente Paix, aux  
conditions cy-dessus stipulées entre ledits deux Sei-  
gneurs Roys, & non autrement, Sa Majesté Tres-  
Chrestienne restablira dans quatre mois, à compter du  
jour de l'échange des Ratifications du present Traité,  
ledit Sieur Duc dans les Etats, Pais & Places qu'il a  
esté dit cy-dessus: à la reserve de ce qu'il doit demeurer à  
Sadite Majesté Tres-Chrestienne en propre & souverai-  
neté,

ANNO  
1659.



ANNO  
1659.

neté, par ledit present Traité : Bien entendu que ledit Sieur Duc, avant ce reſtaſſement, outre ſon acceptation des conditions qui le regardent en la preſente Paix, aura fourni à ſa Maſteſté Tres-Chreſtienne, & à ſa ſaſiſſation, tous les divers Actes & Obligations qu'il doit luy remettre en main, en vertu & en conſormité de ee Traité; en la maniere qu'il a eſté ſtipulé & ſpeciſié cy-deſſus.

CXXII. Outre Meſſieurs les Duc de Savoye, Duc de Modene, & Prince de Monaco, ſeſquels comme Alliez de la France, ſont principaux Contractans en ce Traité, ainſi qu'il eſt porté cy-deſſus; en cette Paix, Alliance, & Amitié, de commun accord & conſentement deſdits Seigneurs Roys Tres-Chreſtien, & Catholique, ſeront compris (ſi compris y veulent eſtre) de la part de ſa Maſteſté Tres-Chreſtienne; Premièrement, Noſtre Saint Pere le Pape, le Saint Siege Apoſtolique, Meſſieurs les Eleſteurs, & autres Princes de l'Empire, Alliez & Conſederez avec ſa Maſteſté, pour la manutention de la Paix de Munſter : à ſçavoir, Meſſieurs les trois Eleſteurs de Mayence, de Cologne, & Comte Palatin du Rhin, le Duc de Neubourg, les Ducs Auguſte Chriſtian, Louis & George Guillaume de Brunſwic & de Lunebourg, le Landgrave de Heſſe-Caſſel, & le Landgrave de Darmſtat; comme auſſi le Roy de Suede, le Duc & Seigneurie de Veniſe, & les treize Cantons des Liges de Suiffe, & leurs Alliez & Conſederez, & tous autres Roys, Potentats, Princes, Eſtats, Villes & Perſonnes particulieres, à qui ſa Maſteſté Tres-Chreſtienne, ſur la decente reſequiſition qu'ils luy en ſeront, accordera de ſa part d'eſtre compris en ce Traité, & les nommera dans un an après la publication de la Paix, à ſa Maſteſté Catholique, par declarations particulieres, pour jouir du benefice de ladite Paix, tant les cy-deſſus nommez, que les autres qui ſeront par Elle nommez dans ledit temps: Leurs Maſteſtes donnans leurs Lettres declaratoires & obligatoires, en tel cas requis, reſpectivement, le tout avec declaration expreſſe, que ledit Seigneur Roy Catholique ne pourra directement ny indirectement travailler, par ſoy ou par autres, aucun de ceux qui de la part dudit Seigneur Roy Tres-Chreſtien, ont cy-deſſus eſté, ou ſeront cy-après compris, par declarations particulieres: & que ſi ledit Seigneur Roy Catholique pretend aucune choſe à l'endroict d'eux, il les pourra ſeulement pourſuivre par droit, devant les Juges competans, & non par la force, en maniere que ce ſoit.

CXXIII. Et de la part dudit Seigneur Roy Catholique ſeront compris à ce Traité (ſi compris y veulent eſtre) Noſtre Saint Pere le Pape, le Saint Siege Apoſtolique, l'Empeur des Romains, tous les Archiducs d'Autriche, & tous les Roys, Princes, Republiques, Eſtats, & particulieres Perſonnes, qui comme Alliez de ſa Couronne, furent nommez en la Paix faite à Vervins, l'année mil cinq cent nonante-huit, & qui ſe ſont conſervez & ſe conſervent aujourd'huy en ſon Alliance: auxquels ſ'ajouſtent maintenant les Provinces-Unies des Païs-Bas, & le Duc de Guſtalle: Comme auſſi ſeront compris tous les autres, que de commun conſentement deſdits Seigneurs Roys, on voudra nommer dans un an depuis la publication du preſent Traité: auxquels (comme auſſi ceux cy-deſſus nommez, ſ'ils le veulent en particulier) ſeront données des Lettres de nomination, obligatoires reſpectivement, pour jouir du benefice de cette Paix, & avec expreſſe declaration, que ledit Seigneur Roy Tres-Chreſtien ne pourra directement, ny indirectement, par ſoy ou par autres, travailler aucun d'eux, & que ſ'il pretend quelque choſe contr'eux, il les pourra ſeulement pourſuivre par droit, devant les Juges competans, & non par la force, en aucune maniere que ce ſoit.

CXXIV. Et dernier. Et pour plus grande ſeureté de ce Traité de Paix, & de tous les Points & Articles y contenus, ſera ledit Traité veriſié, publié & regiſtré en la Cour de Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris: Comme ſemblablement ſera ledit Traité veriſié, publié & enregiſtré, tant au Grand Conſeil & autres Conſeils, & Chambres des Comptes dudit Seigneur Roy Catholique, aux Païs-Bas, qu'àux autres Conſeils des Couronnes de Caſtille & d'Aragon; le tout ſuivant & en la forme contenué au Traité de Vervins, de l'an 1598. dont ſeront baillées les Expéditions de part & d'autre, dans trois mois après la publication du preſent Traité.

Leſquels Points & Articles cy-deſſus énoncez, enſemble tout le contenu en chacun d'eux, ont eſté traittez, accordez, paſſez & ſtipulez entre les ſuſdits Plenipotentaires deſdits Seigneurs Roys Tres-Chreſtien &

Catholique, aux noms de leurs Maſteſtes: Leſquels Plenipotentaires en vertu de leurs Pouvoirs, dont les Copies ſont inferées au bas du preſent Traité, ont promis & promettent, ſous l'obligation de tous & chacun les Biens & Eſtats preſens & à venir des Roys leurs Maſteſtes, qu'ils ſeront par leurs Maſteſtes inviolablement obſervez & accomplis, & de les leur faire ratifier purement & ſimplement, ſans y rien ajouter, diminuer ny retrancher, & d'en bailler & delivrer reciproquement l'un à l'autre, Lettres autentiques & ſcüllées, ou tout le preſent Traité ſera inferé de mot à autre, & ce dans trente jours, du jour & date de ces Preſentes, & pluſtoſt ſi faire ſe peut. En outre, ont promis & promettent leſdits Plenipotentaires, auſdits noms, que leſdites Lettres de Ratification eſtant échangées & fournies, ledit Seigneur Roy Tres-Chreſtien, le pluſtoſt que faire ſe pourra, & en preſence de telle Perſonne, ou Perſonnes qu'il plaira audit Seigneur Roy Catholique deputer, jurera ſolemnellement ſur la Croix, Saints Evangiles, Canon de la Meſſe, & ſur ſon honneur, d'obſerver & accomplir pleinement, réſollement & de bonne foy, tout le contenu aux Articles du preſent Traité: Et le ſemblable ſera fait auſſi le pluſtoſt qu'il ſera poſſible, par ledit Seigneur Roy Catholique, en preſence de telle Perſonne, ou Perſonnes qu'il plaira audit Seigneur Roy Tres-Chreſtien deputer. En témoin deſquelles choſes leſdits Plenipotentaires ont ſouſcrit le preſent Traité, de leurs noms, & fait appoſer le cachet de leurs Armes.

*Formulaire des Lettres qui ſe doivent donner par les Villes, & Ports de mer, aux Navires & Barques qui en ſortiront, ſuivant l'Article dix-septieme.*

A Tous ceux qui ces preſentes Lettres verront: Nous Eſchevins, Conſuls & Magiſtrats de la Ville de . . . faiſons ſçavoir à qui il appartiendra, que N. N. Maſtre du Navire . . . ayant comparu devant nous, a déclaré avec jurement ſolemnel, que le Navire appellé N. du port de . . . Tonneaux, peu plus ou moins, dans lequel il eſt preſentement le Maſtre, eſt un Navire François: Et comme Nous deſirons que ledit Maſtre de Navire ſoit aidé en ſes affaires, Nous requérons en general & en particulier toutes les perſonnes qui rencontreront ledit Navire, & tous les lieux où il abordera avec ſes Marchandises, que vous ayez agreable de le recevoir favorablement, & de le bien traiter, le retenant dans vos Ports, Rivières & Domaines, ou le ſouſtraient au dehors en vos Rades, moyennant le payement des Droits de Peage, & autres accoutumez, le laiſſant naviger, paſſer, frequenter & negocier là, ou en tels autres lieux qu'il luy ſemblera à propos: ce que nous reconnoiſſons volontiers. En foy de quoy nous avons fait mettre aux Preſentes le ſeau de noſtre Ville.

*Fait dans l'Iſle appellée des Faiſans, ſitüée dans la Riviere de Bidafſoa, à demi lieu du Bourg d'Andaye, en la Province de Guyenne, & tant de Irum, Province de Guipuzcoa, dans la Maiſon bâtie en ladite Iſle pour le preſent Traité, le 7. jour de Novembre 1659. LE CARDINAL MAZARINI, D. LOUIS MENDEZ DE HARO. Signez à l'Original.*

*Pouvoir de Monſieur le Cardinal Mazarini à l'eſſet que deſſus.*

Louis par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre; A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront. SALUT. Dieu en la main de qui ſont les cœurs des Roys, & qui voit le fond du noſtre, nous eſt témoin, que depuis le temps que nous ſommes entrez en l'âge de connoiſſance, nous n'avons point en de plus ardent deſir, ſuivant l'exemple & les bons conſeils de la Reyne, noſtre tres-honorée Dame & Mere, que celui de voir finir une Guerre, qu'à noſtre avènement à la Couronne nous avons trouvé allorée entre la France & l'Eſpagne, & que nous n'avons omis aucun des moyens que nous avons jugé en noſtre pouvoir; pour donner la Paix aux Peuples qui ſont fournis à noſtre obéiſſance, & faire auſſi jouir la Chreſtienté du repos dont elle a tant de beſoin: Mais par des jugemens reſervez à la Providence divine, tous nos ſoins & nos deſirs ont demeuré ſans eſſet, juſques à ce qu'en l'année dernière 1658. s'eſtant fait des ouvertures d'accommodement entre

ANN  
1659